CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 12 octobre 2026

DELIBERATIONS

I) DELIBERATIONS

N° 2026-05 – 01 : Evolution des charges et produits RECP

N° 2026-05 – 02 : AP/CP

N° 2026-05 – 03 : Reprise partielle provision pour dépréciation d'actifs circulants

N° 2026-05 – 04 : Reprise partielle provision pour risques et charges

N° 2026-05 – 05 : Décision modificative n°1 _ 2026

N° 2026-05 – 06 : Couts des interventions

N° 2026-05 – 07 : Partenariat_SDIS87_DAC87

N° 2026-05 –08 : Location bien immobilier

N° 2026-05 – 09 : Bornes électriques

N° 2026-05 – 10 : Protocole d'indemnisation agent victime

N° 2026-05 – 11 : Modification de l'état du personnel - Création de deux postes

II) ANNEXES

- Décision modificative n°1 - 2026
- Grilles de référence pour le calcul du cout moyen d'intervention du SDIS 87
- Protocole cadre d'indemnisation transactionnelle des agents victimes d'incivilités ou d'agressions

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 16

Membres présents : Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.
Monsieur Stéphane DESTRUHAUT a donné pouvoir à monsieur Jean-Claude LEBLOIS.

Délibération N° DEL2026-05-01
RAPPORT D'EVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS 2026 (PERIODE 2023 A 2026)

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 18
- Contre : 0

Présentation générale

Le présent rapport a pour objet de présenter l'évolution des dépenses et recettes du SDIS 87 sur la période 2023-2026 et de mettre en perspective l'exécution de l'exercice 2026 au regard des trois exercices précédents.

Les comptes financiers successifs mettent en évidence une fragilité globale des équilibres financiers avec une capacité de financement sans marges.

Face aux contributions des collectivités territoriales qui évoluent de manière limitée par l'indice de l'inflation, d'autres postes de dépenses affichent quant à eux une dynamique non maitrisable :

C'est le cas des charges de personnel dont la revalorisation des cotisations ou du régime indemnitaire catalysent une enveloppe strictement contenue sur les objectifs du SDACR.

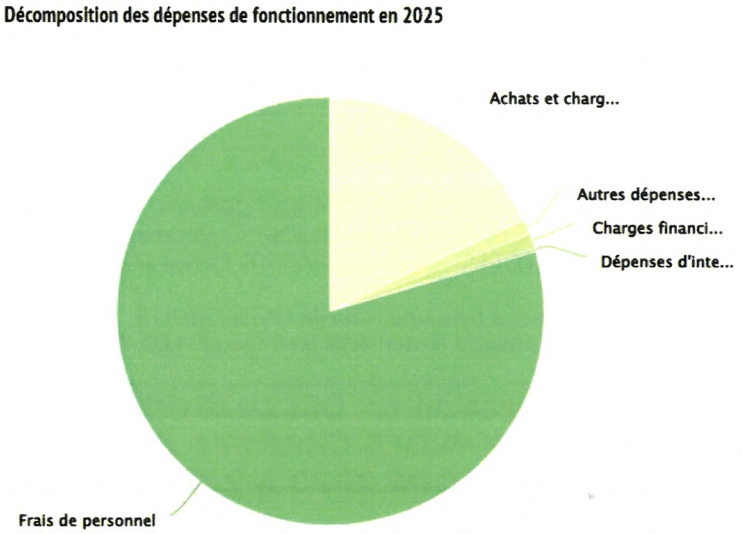
Sur les dépenses générales de fonctionnement, la diminution marquée des dépenses énergétiques, suite aux actions d'optimisation interne, est à entrevoir avec prudence vu le contexte de revalorisations actuelles (gaz, électricité, carburant).

Evoquée lors de la construction du BP 2026, la hausse importante des contrats d'assurance est désormais une réalité budgétaire.

Du fait de cette pression sur la section de fonctionnement, un ralentissement des investissements sur plusieurs postes structurants est observé.

I. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Années	Dépenses de fonctionnement	*Evolution n-1*	En euros par habitant
2023	24 768 200	5,23 %	67
2024	24 861 437	0,38 %	66
2025	25 232 315	1,49 %	67



Traitement : OFGL - Source : comptes de gestion DGFiP (BP & BA)
Comptes du SDIS du département Haute-Vienne

1.1. Chapitre 011 – Charges à caractère général

Évolution des principaux postes

Après le pic observé en 2023, les dépenses énergétiques diminuent fortement grâce à la normalisation des prix des fluides sur la période et aux actions de sobriété énergétique engagées sur le SDIS 87. Le poste « Énergie » marque sur 2025 et 2026 une véritable compression. La construction en cours de l'ombrière et les raccordements aux réseaux de chaleur communautaires permettront cet infléchissement au moins en terme de KW consommés.

Les dernières revalorisations du gaz et de l'électricité, non subies par le SDIS du fait d'un marché aux prix négociés, pèseront malgré cela dans le budget 2027, exercice ou les clauses de révisions seront applicables de nouveau.

Exercice	Dépenses d'électricité
2023	767 890 €
2024	578 015 €
2025	538 668 €

Autre conséquence des conflits internationaux qui perdurent une plus-value en 2026 d'au moins 25% du budget carburant.

2023	2024	2025	2026 (estimation)
454 733€	433 092	464 454	**580 000**

Ce poste est dépendant des prix mais aussi de la volumétrie de l'activité. Il risque de peser de manière importante à l'avenir dans un contexte ou le SDIS 87, contraint par une obligation de moyens, ne peut que de manière sporadique décarbonner ses véhicules.

Le poste « assurance » double en trois ans passant de 308 276€ à 611 429€ sur le budget 2026. Ce poste assurance constitue le principal facteur de progression du chapitre 011 et traduit les difficultés générales du marché assurantiel des SDIS.

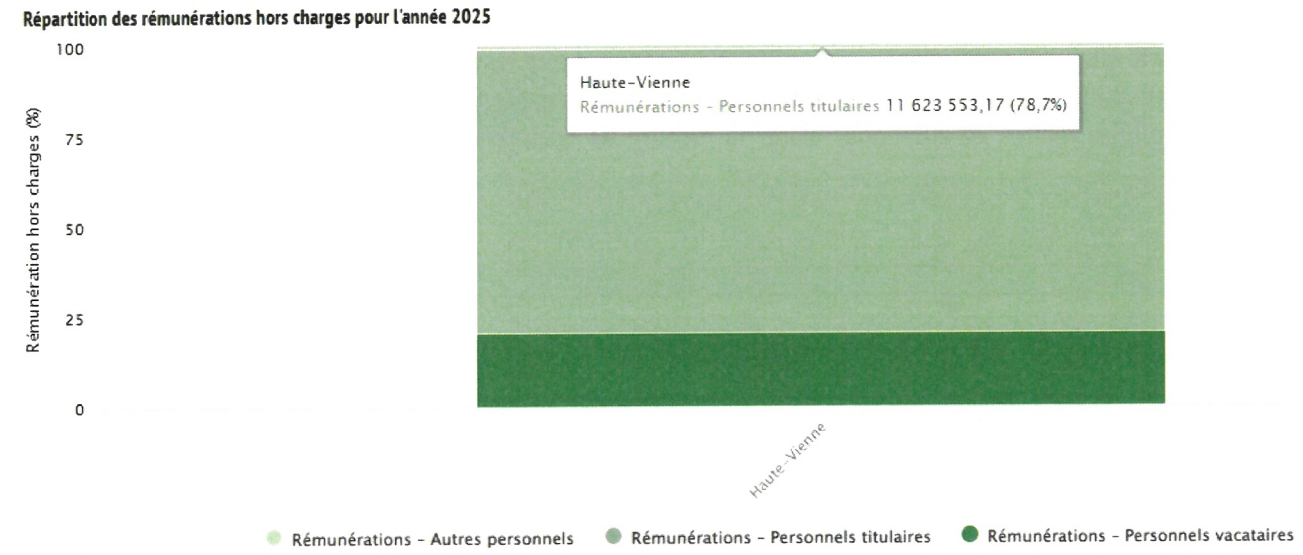
Nous avions également attiré l'attention, lors des OB 2026, du cas spécifiques des contrats de maintenance. L'inflation progresse plus vite sur cette sphère d'activité et ceux dédiés au système d'information et aux télécommunications en représentent une part majeure.

Enfin, les efforts réalisés pour rationaliser les achats sont visibles : -11% sur les fournitures administratives, -40% sur les couts de documentation, -10% sur les frais d'affranchissement.

1.2 Le chapitre 012 – Charges de personnels

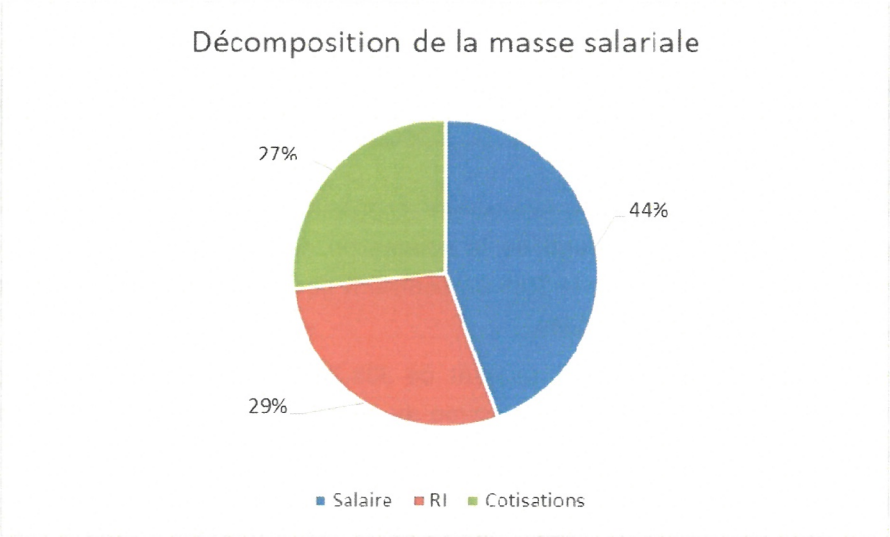
En 2025, en moyenne sur la France entière et hors charges sociales, les rémunérations des personnels titulaires représentent 75,9% des rémunérations totales, celles des personnels vacataires représentent 21,6%. La Haute-Vienne affiche une répartition proche sur ces deux catégories de respectivement 78.7% et 20.3%

Zoom sur les rémunérations des personnels du SDIS du département Haute-Vienne



Traitement : OFGL - Source : comptes de gestion DGFiP (BP & BA)
Comptes du SDIS du département Haute-Vienne

La masse salariale poursuit sa progression sous l'effet cumulée du glissement vieillesse technicité, des recrutements et des mesures statutaires nationales.



En décomposant les postes de ce chapitre masse salariale, on observe que les dynamiques d'évolution 2023-2025 sont différentes suivant les dépenses de ce chapitre.

Ainsi, la masse dédiée aux salaires et aux régimes indemnitaires ne progresse que de + 2.6% (soit +300 000€ env.) alors que l'on observe + 10.25% de progression sur les cotisations patronales (soit + 420 000€). Pour rappel l'augmentation prévue par loi de finances de la CNRACL, de +3 points par an, se poursuivra jusqu'en 2028, et constitue l'un des principaux catalyseurs de ce dernier poste de charge.

Le poste vacations qui complète ce chapitre 12 varie en fonction de l'activité. Sur la même période 2023-2025, les vacations et indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires ont augmenté de presque 260 000€. Le budget primitif 2026 qui avait, lors de son vote, anticipé une revalorisation en lien avec l'activité de 176 000€ s'affiche en cette fin d'exercice en difficulté. Un abondement en décision budgétaire modificative est prévu pour absorber l'activité estivale.

Les taux d'intérêts (chapitre 66) flirtent avec les 300 000€ sachant que les taux d'intérêt proposés sur le marché affichent une tendance haussière et que l'emprunt reste nécessaire pour assurer l'équilibre budgétaire. L'emprunt d'équilibre réalisé en 2024 pour éviter la rupture de trésorerie a modifié le palier de ce poste en 2025.

2023	2024	2025
182 114	217 436	279 577

Les subventions versées aux organismes partenaires (UDSP, COS ...) sont stables (chapitre 65).

Les autres chapitres de la section restent globalement stables ou neutralisés sur une section d'équilibres (amortissement ...).

II. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Années	Recettes de fonctionnement	*Evolution n-1*	En euros par habitant
2023	26 692 137	6,76 %	72
2024	27 921 340	4,61 %	74
2025	28 426 747	1,81 %	75

En 2025, les recettes de fonctionnement des SDIS sont constituées, en moyenne sur la France entière, à 94,6% de participations et dotations.

Plus de la moitié de ces participations proviennent des départements, 29,8% des groupements à fiscalité propre et 14,1% des communes. Cette répartition entre collectivités varie en fonction des SDIS.

Le Département de la Haute Vienne apporte une contribution annuelle qui est passée de 10.44M€ à 11.6M€ entre 2023 et 2026. Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale complètent cette participation par une contribution cumulée de presque 16M€.

Il est a rappeler que règlementairement l'évolution des contributions communales et intercommunales ne peut être révisée à la hausse chaque année que dans la limite des taux d'inflation observés sur l'exercice précédent. Or, les fluctuations des couts engendrés par un contexte de crise à répétition mettent régulièrement à l'épreuve ce modèle d'évolution des ressources communautaires bridé sur l'inflation.

	2023	2024	2025
Total	24 831 687	26 321 589	27 111 234
Contribution département	10 441 676	11 068 177	11 400 222
Contribution des communes	2 033 799	2 155 827	2 220 501
Contribution EPCI	12 356 212	13 097 585	13 490 511

D'autres ressources pour une moindre mesure proviennent de contractualisation ou de prestation de service dont les montants et la pérennité sont réinterrogées régulièrement à échéance.

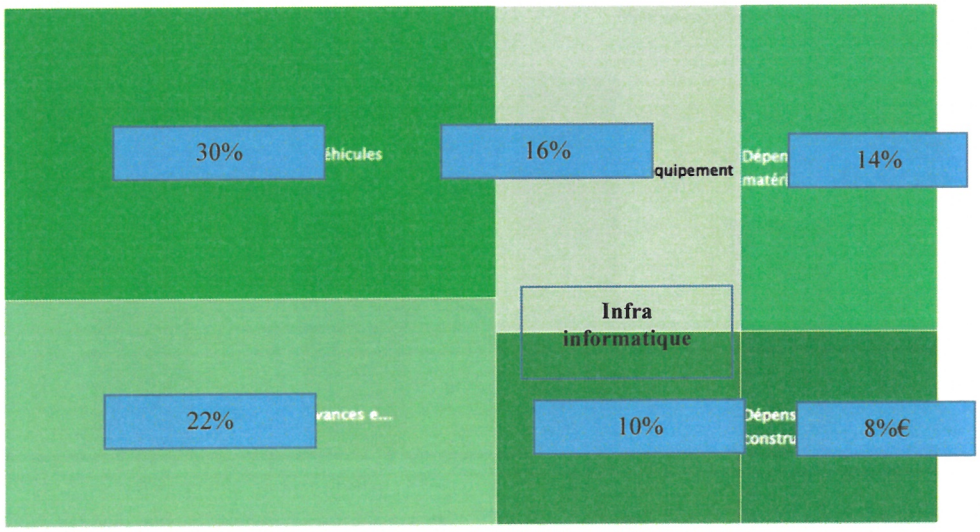
Le SDIS a également activé systématiquement les leviers visant à bénéficier d'exonération. Le remboursement sur la TICPE en est l'illustration avec des reversements de 66k€ en 2023, 150k€ en 2024 et 167k€ en 2025.

III. SECTION D'INVESTISSEMENT

3.1 Les dépenses d'investissement

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	Investissement hors emprunt
2023	7 298 099	26,63 %	5 719 443
2024	7 987 832	9,45 %	6 385 480
2025	5 440 215	-31,89 %	3 943 677

Décomposition des dépenses d'équipement, cumul 2012-2025



Traitement : OFGL - Source : comptes de gestion DGFiP (BP & BA)
Comptes du SDIS du département Haute-Vienne

Au-delà des opérations d'ordre qui s'équilibrent entre sections (neutralisation, amortissement ...), plusieurs postes d'investissement structurels caractérisent la section.

Ces postes sont tracés et évolutifs en fonction du plan pluriannuel d'investissement revu chaque année en fonction des besoins et des financements disponibles.

Le programme batimentaire dispose d'une enveloppe très fluctuante. Sur cette période, la rénovation du CIS Martial Mitout a impacté fortement les budgets exécutés sur plusieurs exercices. Malgré cela, un besoin permanent compris entre 400 et 500k€ permet de s'inscrire à hauteur de 10% sur le financement de rénovation/construction des CIS sous maitrise d'ouvrage municipaux. De plus, le secteur du bâtiment est fortement touché par l'inflation (matériaux et main d'œuvre) ce qui impose de réduire le nombre de chantier réalisé en interne tout en assurant notre dynamique de rénovation permanente notamment dans le domaine de performance énergétique

L'achat d'engins opérationnels entre dans la stratégie globale de défense du territoire. Le cout des engins n'est pas épargné par l'inflation. Un CCF affichait un cout de 293k€ en 2023. Il impose un budget de 315k€ en 2026 soit +7.5%. Cette tendance s'observe bien sûr sur l'ensemble de la flotte.

L'infrastructure informatique constitue désormais un enjeu majeur de la section d'investissement.

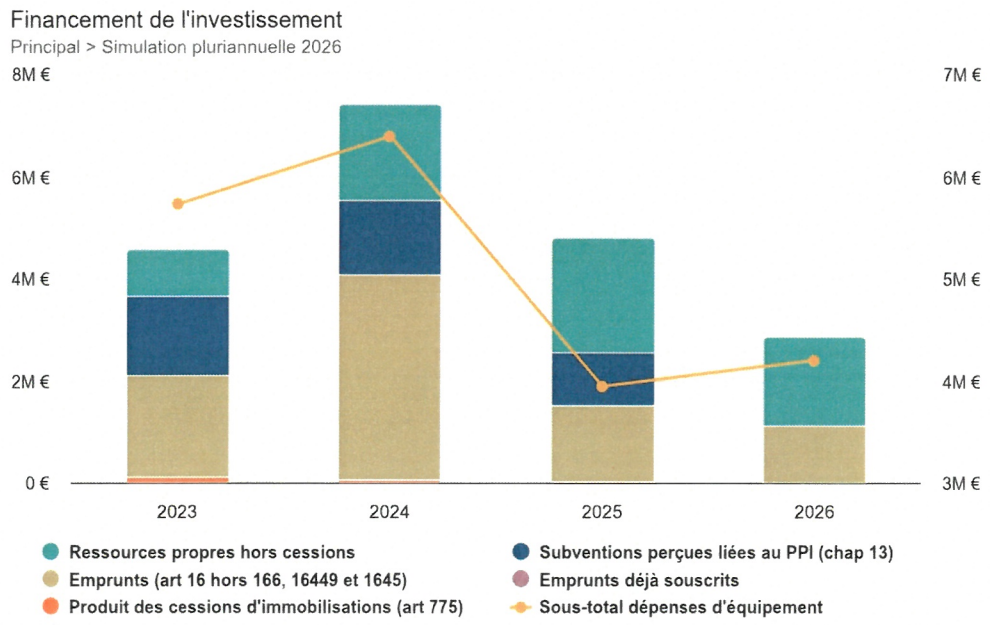
Inscrit dans le schéma directeur des systèmes d'information V2, le remplacement des serveurs, la sécurisation des données et échanges, l'interfaçage, la cybersécurité imposent des acquisitions de plus en plus contraignantes budgétairement.

De nombreux logiciels métiers ont été acquis pour remplacer des moyens devenus obsolètes et fragiles (SIS, ...).

Le budget affecté s'est exécuté à hauteur de 600k€ en 2025. 2023 n'en affichait que 510k€ en 2023.

A lui seul, le projet NexSIS en explique une consommation budgétaire sur les 3 derniers budgets de 225k€. Le Budget 2026 est engagé également à hauteur de 309 355€ pour ce projet

3.2 Les recettes d'investissement



La recette de FCTVA fluctue du fait du niveau d'acquisition antérieure (reversement TVA). L'année 2025, mais également l'année 2026, affiche une augmentation liée directement au chantier Martial Mitout.

Après un emprunt d'équilibre en 2024 (4M€), l'endettement est bridé entre 1 et 1.5M€ pour assurer un financement minimal de renouvellement des équipements sans pour autant dégrader les charges induites.

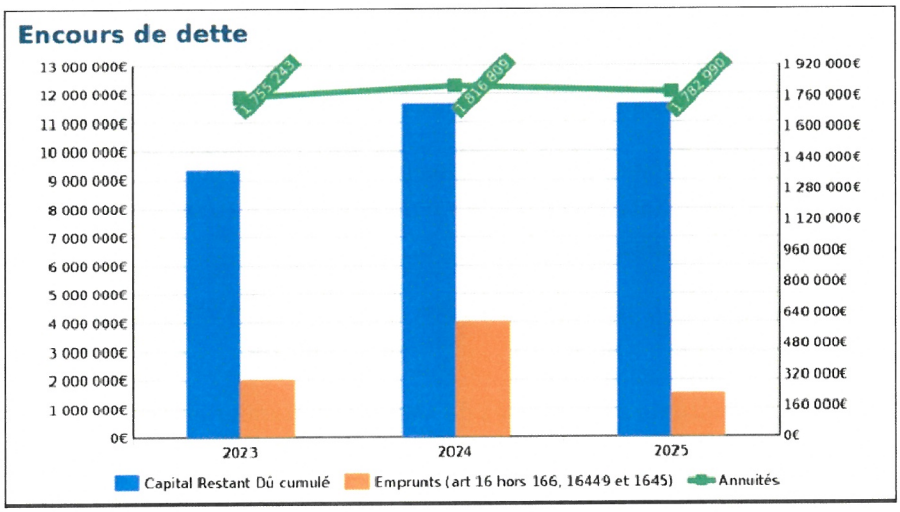
Enfin, quelques subventions ont été perçues sur la période notamment celles du Conseil départemental de la Haute-Vienne (financement des équipements des CIS) des programmes étatiques (pactes capacitaires) et de manière plus modeste de la Région Nouvelle Aquitaine.

	2023	2024	2025
Epargne nette (a)	239 475	1 396 300	1 671 094
FCTVA (b)	687 531	468 092	555 096
Autres recettes (c)	-0	22 008	26 147
Produit de cessions (d)	105 807	61 252	26 800
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)b0	1 032 812	1 947 653	2 279 137
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	1 553 494	1 474 102	1 018 620
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	2 000 000	4 000 000	1 500 000
Financement total h = (e+f+g)b0	4 586 307	7 421 755	4 797 758

IV DETTE ET EMPRUNTS (1641)

L'emprunt reste nécessaire pour équilibrer le budget du fait d'une incapacité à dégager des marges suffisantes en fonctionnement.

2023	2024	2025
2 000 000	4 000 000	1 500 000

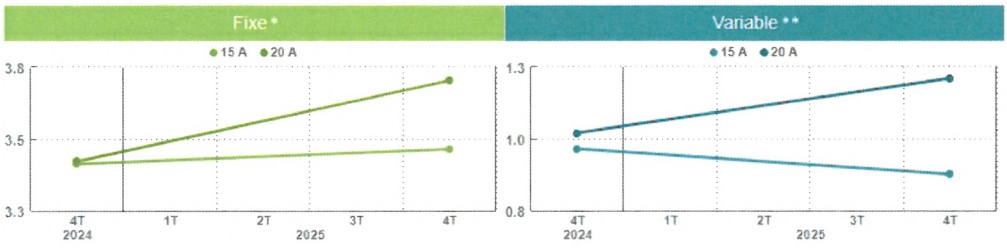


Le contexte d'emprunt est par ailleurs plutôt défavorable actuellement

(Données Finance active – septembre 2026).

	Fixe *		Variable **	
	Meilleur	Moyen	Meilleur	Moyen
10 A	%	%	%	%
15 A	3,26 %	3,46%	0,67 %	0,88 %
20 A	3,50 %	3,70%	0,99 %	1,21 %
25 A	%	%	%	%
30 A	%	%	%	%

Historique des taux et marges moyens proposés (en %)



* Taux fixe sur une périodicité trimestrielle ** Marge sur euribor 3 mois flooré

Capacité de désendettement = Capital restant dû au 1er janvier/Epargne brute	5,1 ans	3,9 ans	3,7 ans

Nous restons sur une capacité de désendettement d'une durée raisonnable mais fortement sensible du fait de la fragilité de l'épargne dégagée.

V. PERSPECTIVES 2027

Les orientations budgétaires pourraient s'articuler autour de trois priorités :

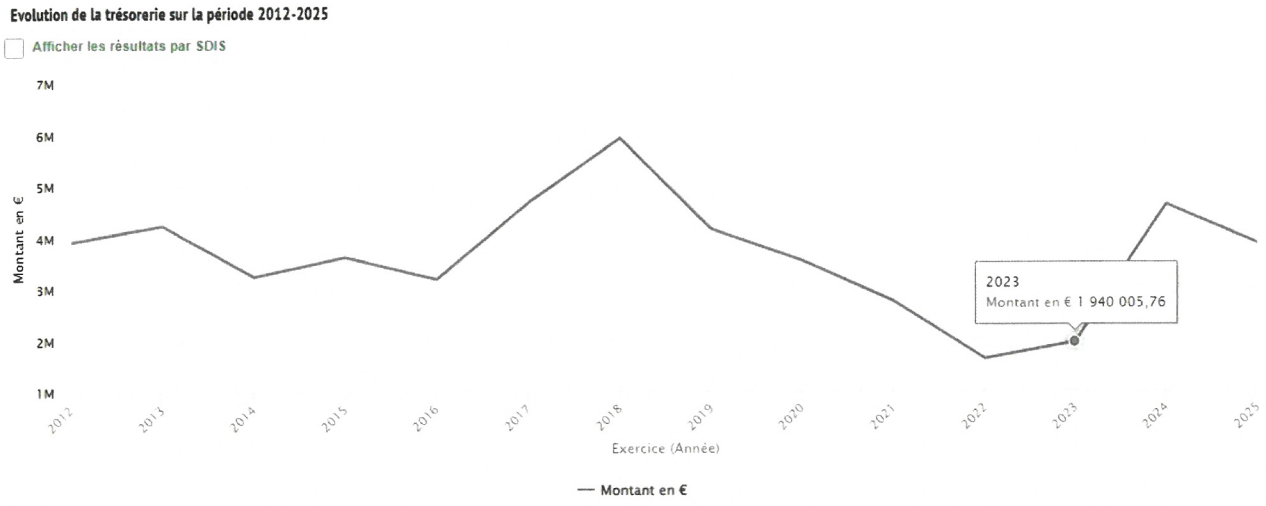
5.1 - Préserver la trésorerie et notamment la part non financée par l'emprunt

La trésorerie est un indicateur principal à préserver dans le cadre de nos constructions budgétaires ultérieure. La caisse est exclusivement dépendante de l'équilibre « dépenses réelles/recettes réelles » d'où l'importante évolution de ces postes a minima équivalente.

En 2023 la trésorerie affichait au 31/12 un solde de 1.9M€. Un emprunt de 2M€ avait alors évité une rupture de caisse.

En 2024 et 2025, encore deux emprunts sont réalisés de 4M€ sur le premier exercice cité et 1.5M€ sur le second. Notre niveau de caisse a retrouvé, grâce au soutien bancaire, un montant plus sécurisé tout en affichant de nouveau une tendance baissière.

L'apport des collectivités restent donc essentiels et doivent être associés à d'autres ressources éventuelles sur projet



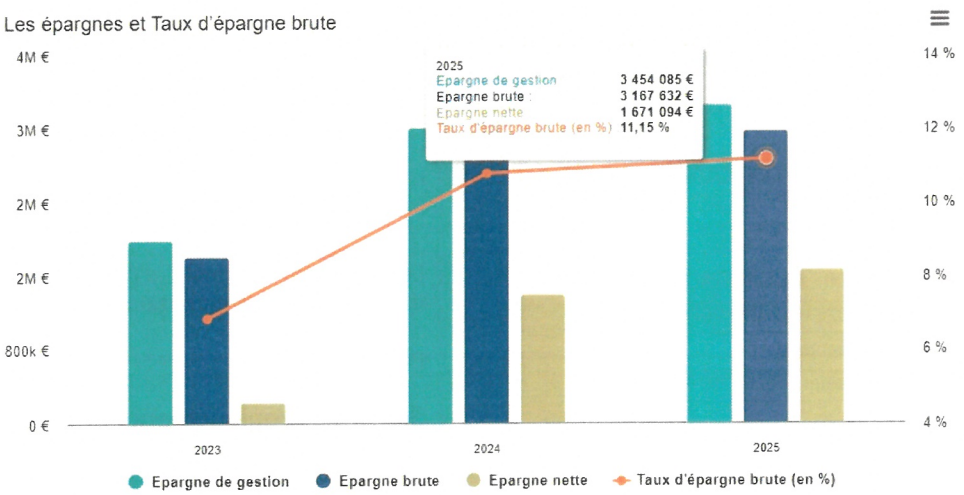
Traitement : OFGL - Source : comptes de gestion DGFiP (BP & BA)
Comptes du SDIS du département Haute-Vienne

5.2 - Contenir l'évolution des dépenses contraintes en fonctionnement (assurances, maintenance, énergie)

Les investissements doivent se poursuivre avec l'ambition de diminuer les couts d'exploitation ou associés. Les dépenses énergétiques, les contrats de maintenance peuvent ainsi être bridés en matière d'évolution budgétaire.

L'apport de nouvelles recettes (prestations, remboursements,...) adossées aux contributions des collectivités préserveraient ainsi notre capacité d'autofinancement.

Un point d'attention est porté concernant les postes de charges courantes qui, après un effort de rationalisation conséquent, ne peuvent, pour la plupart, pas être compressés de manière suffisante sauf à risquer la perte opérationnelle (formation des équipes, entretien des engins,...).



5.3 - Maintenir un niveau minimal d'investissement supérieur à 4 M€

- Pour assurer une stratégie batimentaire adaptée au besoin du SDACR

Au-delà des optimisations énergétiques, il convient de poursuivre les opérations d'optimisation opérationnelle des centres d'incendie et de secours. Le plan pluriannuel des travaux ainsi que les opérations de réhabilitation/construction inscrites dans la stratégie globale sont directement liées au SDACR et aux objectifs fixés.

- Pour consolider le SDSI

Les opérations du programme SDSI affichent des taux de réalisation compris entre 70 % et 95 % selon les composantes concernées. Le projet poursuit sa montée en puissance et représente l'un des axes majeurs de modernisation du SDIS. L'arrivée de NexSIS impose une charge d'investissement et de fonctionnement à appréhender. Le budget SSI a progressé de 15% entre 2023 et 2025 toutes sections confondues

- Pour assurer le renouvellement du parc d'engins et du matériel opérationnel

La mise aux normes de la flotte (sécurité des habitacles, normes émulseurs ...) doit être appréhendée dans un plan pluriannuel minimum et respecter les besoins affichés dans le SDACR en cours. La modernisation des matériels et des EPI constitue aussi un budget à forte évolution du fait des risques.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE
D'approuver ce rapport.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 16

Membres présents : Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.
Monsieur Stéphane DESTRUHAUT a donné pouvoir à monsieur Jean-Claude LEBLOIS.

Délibération N° DEL2026-05-02
AUTORISATIONS DE PROGRAMMES - CREDITS DE PAIEMENTS

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 18
- Contre : 0

Afin de mettre à jour les autorisations de programmes existantes en tenant compte des réalisations effectuées, mais aussi des besoins nouveaux, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter l'état des autorisations de programmes et de leurs crédits de paiement présenté ci-dessous :

Chapitre programme N°30 : centre de secours Martial Mitout	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**8 254 912.73 €**
➲ Crédits de paiement 2013 : *(total mandaté 2013)*	0,00 €
➲ Crédits de paiement 2014 : *(total mandaté 2014)*	0,00 €
➲ Crédits de paiement 2015 *(total mandaté 2015)*	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2016 : *(total mandaté 2016)*	4 500.00 €
➲ Crédits de paiement 2017 : *(total mandaté 2017)*	6 564.00 €
➲ Crédits de paiement 2018 : *(total mandaté 2018)*	301 084,20 €

➲ Crédits de paiement 2019 : *(total mandaté 2019)*	324,00 €
➲ Crédits de paiement 2020 : *(total mandaté 2020)*	119 817.98 €
➲ Crédits de paiement 2021 : *(total mandaté 2021)*	461 704.20 €
➲ Crédits de paiement 2022 : *(total mandaté 2022)*	1 297 772.01 €
➲ Crédits de paiement 2023 : *(total mandaté 2023)*	2 532 627.42 €
➲ Crédits de paiement 2024 : *(total mandaté 2024)*	3 488 904.60 €
➲ Crédits de paiement 2025 : *(total mandaté 2025)*	31 614.32 €
➲ Crédits de paiement 2026 :	10 000.00 €

Chapitre programme N°41 : schéma directeur des systèmes d'informations 2	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**1 967 923.41€**
➲ Crédits de paiement 2020 : *(total mandaté 2020)*	14 089.59 €
➲ Crédits de paiement 2021 : *(total mandaté 2021)*	435 038.64 €
➲ Crédits de paiement 2022 *(total mandaté 2022)*	225 509.93 €
➲ Crédits de paiement 2023 : *(total mandaté 2023)*	300 523.81 €
➲ Crédits de paiement 2024 : *(total mandaté 2024)*	434 315.89 €
➲ Crédits de paiement 2025 : *(total mandaté 2025)*	360 158.82 €
➲ Crédits de paiement 2026 :	198 286.73 €

Chapitre programme N°51 : schéma directeur des systèmes d'informations 3 - investissement	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**1 000 000.00 €**
➲ Crédits de paiement 2025 : *(total mandaté 2025)*	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2026 :	517 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2027	345 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2028 :	138 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2029 :	0.00 €

Chapitre programme N°54 : réhabilitation centre de secours Beaubreuil	
MONTANT TOTAL DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME:	**20 000.00 €**
➲ Crédits de paiement 2026 :	20 000.00 €
➲ Crédits de paiement 2027 :	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2028	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2029 :	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2030 :	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2031 :	0.00 €
➲ Crédits de paiement 2032 :	0.00 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'adopter l'état des autorisations de programmes et de leurs crédits de paiement présentés ci-avant.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 16

Membres présents : Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.
Monsieur Stéphane DESTRUHAUT a donné pouvoir à monsieur Jean-Claude LEBLOIS.

Délibération N° DEL2026-05-03
REPRISE PARTIELLE D'UNE PROVISION POUR DEPRECIATION D'ACTIFS CIRCULANTS

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Jean-Claude LEBLOIS, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 18
- Contre : 0

Dans le cadre de la provision votée lors du conseil d'administration du 15 décembre 2023, au titre du sinistre ayant eu lieu au bar tabac de M. X, il est proposé une diminution de son montant initial, les titres de recette (290 et 291-2023) émis à l'encontre du condamné, ayant fait l'objet d'un règlement partiel à hauteur de 1 597.50 €.

Pour mémoire, constituée afin de se couvrir du risque de non-paiement de la créance de M X à l'encontre du SDIS, suite à sa condamnation prononcée par jugement du 4 novembre 2022 (affaire 2025-035), cette provision s'élevant à 202 781.67 € doit aujourd'hui faire l'objet d'une reprise des montants versés à ce jour.
Les crédits nécessaires aux écritures budgétaires qui en découlent sont prévus au compte 7817 de la décision modificative votée au conseil d'administration du 12/10/2026.

Au regard de ce rapport, il est proposé au Bureau du Conseil d'administration de reprendre partiellement la provision pour un montant de 1 597.50 €.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu, le rapport de monsieur le Président,

Vu, la délibération N° DEL2023-4-08 du conseil d'administration en date du 15 décembre 2023 portant création d'une provision pour dépréciation d'actif circulant,

Considérant que les titres de recette (290 et 291-2023) émis ont fait l'objet d'un règlement partiel,

Considérant qu'il convient, en conséquence, de procéder à une reprise partielle de la provision pour un montant de 1 597.50 €,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser la reprise partielle de la provision pour un montant de 1 597.50 €.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-04
REPRISE PARTIELLE D'UNE PROVISION POUR LITIGE ET CONTENTIEUX

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Lors de la séance du 5 mars 2026, le conseil d'administration du SDIS a voté l'inscription d'une provision de 100 000 €, dans le cadre d'un litige contentieux, dont le jugement pourrait donner lieu à un préjudice potentiel à prendre en charge par la collectivité.

A ce jour un premier versement de 5 519.61 € a été effectué envers la plaignante (mandat 1595-2026).

Il convient donc de reprendre partiellement la provision à hauteur des frais survenus à ce jour.

Les crédits nécessaires aux écritures budgétaires qui en découlent sont prévus au compte 7815 de la décision modificative votée au conseil d'administration du 12/10/2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu, la délibération N° DEL2026-2-04 du conseil d'administration en date du 5 mars 2026 approuvant le budget primitif 2026,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant le premier versement de 5 519.61 € effectué envers la plaignante (mandat 1595-2026),

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser la reprise partielle de la provision pour un montant de 5 519.61 €.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-05
DECISION MODIFICATIVE N°1

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

La présente décision modificative a pour objet d'ajuster les crédits afin de tenir compte des besoins constatés à l'exécution du budget et des évolutions intervenues depuis le vote du budget primitif.

Pour mémoire, avant cette décision budgétaire modificative, le budget autorisé est le suivant :

Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Recettes d'investissement
31 357 422,60	31 357 422,60	9 074 402,47	9 074 402,47
Report de résultat affecté en section de fonctionnement		**Report de résultat affecté en section d'investissement**	**Emprunt autorisé**
2 177 377,60		842 914,88	1 132 433,99

I - Sur les dépenses de fonctionnement (DF)
Plusieurs mouvements sont ainsi proposés au sein du chapitre 011 afin de couvrir les dépenses liées à l'activité opérationnelle exceptionnelle de l'exercice 2026, notamment les couts de carburant et de renforts engagés lors de la saison estivale et des feux d'espaces naturels, les besoins complémentaires de la pharmacie à usage intérieur.
Le budget carburant représente à lui seul un besoin complémentaire de 210 000€.
Ces augmentations sont partiellement compensées par des diminutions constatées sur certains postes, notamment les locations immobilières, l'affranchissement, les formations ou encore certains honoraires.
Le chapitre 011 progresse dans cette proposition de +253 490€.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le chapitre 012 est ajusté pour prendre en compte l'évolution des dépenses de personnel. Là également, l'augmentation de l'activité opérationnelle et le recours à des personnels contractuels conduisent à renforcer certains crédits liés aux rémunérations des agents non titulaires et aux vacations des sapeurs-pompiers volontaires.
Le mois de juillet affiche d'ailleurs une évolution historique des vacations payées avec + 85% sur le poste « intervention » marquée par une plus-value de + 120k€ sur ce début de saison estivale.
Les autres ajustements sur plusieurs postes ne permettent pas de limiter l'impact global sur la section.

Cette décision budgétaire propose un chapitre 012 en progression de + 171 385€.
Le chapitre 065 fait l'objet d'ajustements mineurs afin de couvrir diverses charges de gestion courante et des régularisations de créances.
Le chapitre 066 est augmenté afin de prendre en compte l'évolution des intérêts d'emprunts, notamment ceux liés aux nouvelles opérations de financement engagées au cours de l'exercice.
Des ajustements sont également réalisés pour prendre en compte les reprises de provision en cours.

L'ensemble des ajustements proposés demande un besoin de financement complémentaire de 428 475€. Afin de proposer un équilibre soutenable, le chapitre 023 « virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement » est diminué de 156 775 €.

Au total, les ajustements opérés sur la section de fonctionnement affichent une progression de + 271 700€.

II - Sur les recettes de fonctionnement (RF)

Les recettes de fonctionnement sont actualisées afin de tenir compte des encaissements prévisibles à la clôture de l'exercice.
Le chapitre 70 enregistre plusieurs ajustements sans incidence majeure sur l'équilibre global. La baisse estimée de certaines prestations facturées est compensée par une augmentation des remboursements de mises à disposition de personnel.
Le chapitre 74 est réévalué à la hausse afin d'intégrer notamment les recettes supplémentaires attendues au titre du remboursement de la TICPE soit +166k€ ainsi que les remboursements liés aux renforts opérationnels engagés en 2026.
Le chapitre 75 bénéficie de recettes nouvelles correspondant à des dons et à divers produits exceptionnels de gestion courante.
Par ailleurs, une reprise partielle de provisions est enregistrée au chapitre 78 afin de tenir compte de l'évolution favorable de certains dossiers contentieux et du recouvrement devenu improbable de certaines créances précédemment provisionnées.
Enfin, les opérations d'ordre sont ajustées afin d'intégrer les conséquences des écritures patrimoniales et des amortissements constatés en cours d'exercice.

Sur les dépenses d'investissement (DI)

La section d'investissement est adaptée afin de prendre en compte l'évolution des projets inscrits au plan pluriannuel d'investissement et des opérations financées sur projets.

Plusieurs opérations informatiques du schéma directeur 3 font l'objet d'un rephasage. L'audit préalable au lancement opérationnel du Schéma Directeur des Systèmes d'Information est momentanément interrompu du fait de la cession d'activité de l'AMO en charge du projet. Les scénarios non arbitrés ou reportés obligent une reprogrammation de certaines dépenses d'infrastructure ce qui génèrent des économies significatives sur les chapitres 20 et 21.
Parallèlement, le projet NexSIS poursuit son déploiement. L'agence en charge du projet a communiqué une augmentation de 150 000€ de la participation du SDIS 87. Ce surcoût est expliqué du fait de la pression sur les prix des prestataires et de la diminution progressive du soutien de l'Etat dans le plan de financement du projet.
Ainsi, afin de permettre la poursuite des travaux préparatoires et des investissements associés et d'absorber ce budget complémentaire de manière progressive, une ouverture de 88 000 € est proposée dès cette année 2026 au chapitre 204 .
La section intègre également l'acquisition de matériels soutenus par l'État, notamment des caméras piétons et un nouveau drone opérationnel, pour un montant global de 13 512 €.
Les opérations d'ordre relatives aux amortissements et reprises de subventions sont également actualisées afin de tenir compte de l'inventaire patrimonial 2026 et des intégrations réalisées au cours de l'exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Globalement, cette section augmente de 69 512€.

Sur les recettes d'investissement (RI)

Les recettes d'investissement sont ajustées afin de tenir compte des financements effectivement notifiés et du besoin d'équilibre nécessaire au regard de la dégradation de l'autofinancement.
En premier lieu, le chapitre 13 est abondé pour intégrer les aides de l'État obtenues pour l'acquisition des caméras piétons et du drone, pour un montant total de 13 512 €.
Le chapitre 10 est révisé afin d'actualiser le produit attendu du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), dont le montant prévisionnel est diminué de 59 000 € au regard des notifications définitives reçues.
Le chapitre 24 est augmenté afin d'intégrer les recettes attendues des ventes aux enchères de véhicules et matériels réformés, estimées à 30 000 €.
Compte tenu de l'ensemble de ces régularisations, et afin d'assurer l'équilibre de la section d'investissement, le montant de l'emprunt d'équilibre est ajusté à la hausse à + 241 775 €.

Equilibre générale de cette décision budgétaire modificative

L'équilibre du BP 2026 est bousculé par cette DM1. En effet, la fragilité de l'autofinancement en section de fonctionnement est accentuée par l'augmentation de l'activité opérationnelle.
En plus des postes incontrôlables (assurance, maintenance, charges patronales et cotisations), les postes énergétiques ajoutent désormais de la pression à cette section d'exploitation dont les ressources sont bridées ou ponctuelles. Les marges envisagées sont donc amoindries et laissent présager un résultat 2026 tendu.

Cette décision budgétaire propose les autorisations présentées dans le tableau ci-dessous :

Dépenses de fonctionnement

	BP 2025	Chapitre	BP 2026	Proposition DM	Evolution DM1	Evolution / BP2026
	5 248 360,00	Charges générales	5 359 750,00	**5 613 240,00**	4,73%	253 490,00
	21 135 330,00	Masse salariale	21 907 582,00	**22 078 967,00**	0,78%	171 385,00
	217 692,79	Chap 023 Participation entre section	298 453,60	**141 678,60**	-52,53%	-156 775,00
	3 180 000,00	Amortissements	3 100 000,00	**3 100 000,00**	0,00%	
	318 300,00	Chap 65 Autres charges de gestion courante	94 637,00	**94 737,00**	0,11%	100,00
	290 000,00	Chap 66 Charges financières	295 000,00	**298 000,00**	1,02%	3 000,00
	2 000,00	Chap 67 Charges spécifiques	2 000,00	**2 500,00**	25,00%	500,00
	20 000,00	Chap 68 Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions	300 000,00	**300 000,00**	0,00%	
TOTAL	**30 411 682,79**	**0,00**	**31 357 422,60**	**31 629 122,60**	**0,87%**	**271 700,00**

Recettes de fonctionnement

BP 2025	Chapitre	BP 2026	Proposition DM	Evolution DM1	Evolution / BP2026
1 580 156,92	Chap 002 Report de résultat antérieur	2 177 377,60	**2 177 377,60**	0,00%	
220 000,00	Chap 013 Atténuations de charges	247 500,00	**237 500,00**	-4,04%	-10 000,00
590 000,00	Chap 042 Dotations aux amortissements	573 000,00	**642 000,00**	12,04%	69 000,00
770 000,00	Chap 70 Produits et services	732 300,00	**732 300,00**	0,00%	
27 235 005,87	Chap 74 Dotations et participations	27 600 625,00	**27 800 625,00**	0,72%	200 000,00
14 520,00	chapitre 75 Autres produits de gestion	24 620,00	**30 120,00**	22,34%	5 500,00
2 000,00	Chap 77 Produits Spécifiques	2 000,00	**2 000,00**	0,00%	
0,00	Chap 78 Reprise sur amortissement, dépréciations, provisions	0,00	**7 200,00**	#DIV/0!	7 200,00
30 411 682,79		**31 357 422,60**	**31 629 122,60**	**0,87%**	**271 700,00**

Dépenses d'investissement

	BP 2025	Chapitre	BP 2026	Proposition DM	Evolution DM1	Evolution / BP2026
	0,00	Chap 001 Report de résultat antérieur	0,00	**0,00**	#DIV/0!	
	590 000,00	Chap 040 Opérations d'ordre entre sections	573 000,00	**642 000,00**	12,04%	69 000,00
	2 300 000,00	Chap 041 Opérations patrimoniales	2 000 000,00	**2 000 000,00**	0,00%	
	1 500 000,00	**Chap 16 Emprunt**	1 500 000,00	**1 500 000,00**	0,00%	
	436 740,00	**Chap 20 Immobilisations incorporelles**	323 772,73	**254 272,73**	-21,47%	-69 500,00
	306 000,00	**Chap 204 Subventions d'équipements versées**	320 000,00	**408 000,00**	27,50%	88 000,00
	2 398 625,13	**Chap 21 Immobilisations corporelles**	2 368 900,29	**2 350 912,29**	-0,76%	-17 988,00
	2 127 967,98	**Chap 23 Immobilisation en cours**	1 988 729,45	**1 988 729,45**	0,00%	
TOTAL	**9 659 333,11**		**9 074 402,47**	**9 143 914,47**	**-5,34%**	**69 512,00**

Recettes d'investissement

TOTAL	BP 2025	Chapitre	BP 2026	Proposition DM1	Evolution DM1	Evolution / BP2026
	586 055,34	Chap 001 Report de résultat antérieur	842 914,88	**842 914,88**	0,00%	
	217 692,79	Chap 021 Participation entre sections	298 453,60	**141 678,60**	-52,53%	-156775,00
	60 000,00	Chap 024 Produits de cession	0,00	**30 000,00**	#DIV/0!	30000,00
	3 180 000,00	Chapitre 040 Opérations d'ordre entre sections	3 100 000,00	**3 100 000,00**	0,00%	
	2 300 000,00	Chap 041 Opérations patrimoniales	2 000 000,00	**2 000 000,00**	0,00%	
	555 096,00	**Chap 10 Dotation, Fonds**	1 188 600,00	**1 129 600,00**	-4,96%	-59000,00
	1 264 397,64	**Chap 13 Subventions**	512 000,00	**525 512,00**	2,64%	13512,00
	1 496 091,34	**Chap 16 Emprunt contracté**	1 132 433,99	**1 374 208,99**	21,35%	241775,00
TOTAL	**9 659 333,11**		**9 074 402,47**	**9 143 914,47**	**0,77%**	**69512,00**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver la décision modificative n°1 de l'exercice 2026 telle que présentée dans les tableaux budgétaires annexés au présent rapport.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-06
Mise en œuvre d'une méthode de comptabilité analytique visant à déterminer le coût des interventions du SDIS de la Haute-Vienne

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

La connaissance précise des coûts constitue aujourd'hui un enjeu majeur de pilotage pour les services départementaux d'incendie et de secours. Elle permet d'apprécier l'efficience de l'action publique, de répondre aux sollicitations des partenaires institutionnels et de disposer d'éléments objectifs dans le cadre des travaux budgétaires et prospectifs.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil d'administration d'approuver la mise en œuvre progressive d'une méthode de comptabilité analytique destinée à déterminer le coût moyen des interventions réalisées par le SDIS de la Haute-Vienne.

I - Détermination d'un coût moyen d'une intervention

Dans une première phase, la méthode retenue repose sur une approche simple et homogène permettant d'obtenir un coût moyen annuel de l'activité opérationnelle.

Le coût moyen d'une intervention est déterminé à partir de la formule suivante :

Coût moyen d'une intervention = (Charges annuelles de fonctionnement + Charges annuelles d'investissement affectées aux opérations) / Nombre total annuel d'interventions

Cette méthode permet d'obtenir un indicateur global de référence exprimant le coût moyen d'une sortie opérationnelle du SDIS, toutes catégories d'interventions confondues.

Au titre de l'année 2025, ce cout moyen est arrêté à la somme de : **1263€**

II - Détermination d'un coût analytique intégrant les ressources humaines spécifiquement engagées

Afin d'affiner l'analyse économique des interventions, une seconde étape de la démarche analytique consistera à intégrer spécifiquement le coût des ressources humaines mobilisées lors des opérations.

Cette méthode reposera sur l'exploitation des données opérationnelles issues du système d'information opérationnel permettant d'identifier notamment la nature de l'intervention, les moyens engagés, les effectifs mobilisés, la durée d'engagement des personnels.

Les coûts de personnel seront ensuite valorisés selon des modalités différenciées :

- Pour les sapeurs-pompiers volontaires, sur la base des indemnités horaires réglementaires applicables à chaque catégorie de grade et du temps réel d'engagement opérationnel
- Pour les sapeurs-pompiers professionnels, sur la base de la masse salariale annuelle constatée et du cout moyen par grade calculé chaque année
- Pour la chaine de commandement, sur la base des officiers engagés (chef de site, chef de colonne,...)

Ces éléments seront ensuite agrégés aux couts indirects de fonctionnement et d'équipement du SDIS. Ces couts opérationnels indirects sont établis via la formule :

(Charges annuelles de fonctionnement hors masse salariale + Charges annuelles d'investissement) / Nombre d'interventions

Compte tenu de la mobilisation des personnels assurant les fonctions support et administratives indirectement induites par l'activité, une plus-value de 10% complète l'établissement de ce coût d'intervention.

Pour résumer :

Couts d'une intervention particulière = Coûts des moyens humains engagés (SPP, SPV, CDC) + coûts indirects de fonctionnement opérationnel + frais de gestion support (10%)

III - Perspectives d'évolution de la comptabilité analytique

La méthode proposée dans ce rapport constitue une première étape dans la mise en œuvre d'une comptabilité analytique adaptée aux spécificités du SDIS de la Haute-Vienne.

Elle a vocation à être enrichie progressivement à mesure du développement des outils de gestion et du renforcement du pilotage par la donnée.

Les évolutions envisagées portent notamment sur la mise en place d'unités d'œuvre opérationnelles, le fléchage analytique des dépenses par activité et/ou la différenciation des coûts selon les catégories de risques, de moyens (véhicules) et de missions ;

Il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la méthode de comptabilité analytique présentée ci-dessus permettant la détermination du coût moyen des interventions du SDIS de la Haute-Vienne, de valider les grilles de référence présentées en annexe et arrêtées sur la dernière période de référence pour la détermination des coûts et de prévoir l'évolution de cette méthodologie au travers du développement d'unités d'œuvre et d'un fléchage analytique permettant une détermination plus fine des coûts par type d'intervention et par activité.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver la méthode de comptabilité analytique présentée ci-dessus permettant la détermination du coût moyen des interventions du SDIS de la Haute-Vienne,

De valider les grilles de référence présentées en annexe et arrêtées sur la dernière période de référence pour la détermination des coûts et de prévoir l'évolution de cette méthodologie au travers du développement d'unités d'œuvre et d'un fléchage analytique permettant une détermination plus fine des coûts par type d'intervention et par activité.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-06-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-07
PARTENARIAT ENTRE LE SDIS DE LA HAUTE-VIENNE (SDIS 87) ET LE DISPOSITIF D'APPUI A LA COORDINATION DE LA HAUTE-VIENNE (DAC 87)

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Les sapeurs-pompiers du SDIS 87 sont fréquemment sollicités pour des interventions au domicile de personnes fragiles, en perte d'autonomie, dont l'état de santé ne nécessite pas de transport vers une structure hospitalière.

Au vu de ce constat, une convention a été signée en octobre 2020 entre le SDIS 87 et l'association « Parcours Territoire Autonomie » (PTA) qui apporte un soutien aux personnes en difficulté afin de faciliter leur parcours de santé et favoriser leur vie à domicile. Ce partenariat, dont l'objectif est de limiter la sollicitation du SDIS sur ce type d'intervention, consiste au recueil d'informations par les sapeurs-pompiers, transmises ensuite à la PTA via un bulletin d'alerte.

En 2020, une expérimentation a été réalisée sur le secteur du centre d'incendie et de secours de Saint-Junien. Au cours de cet essai qui s'est échelonné sur neuf mois entre décembre 2020 et septembre 2021, 58 alertes avaient été transmises à la PTA sur 128 interventions à domicile sans évacuation de victime vers un hôpital. Cette période a aussi mis en exergue une légère baisse de nombre de sollicitations des moyens du SDIS pour ce type d'intervention. Il a donc été entériné la poursuite de ce partenariat avec la PTA 87, devenue Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC 87) à la suite de la promulgation de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Depuis 2020, le périmètre géographique de cette collaboration n'a cessé d'évoluer pour atteindre en 2026 un déploiement sur l'ensemble du département de la Haute-Vienne.
Une modernisation des modalités du partage d'information accompagne cette évolution grâce à la mise en place d'une procédure dématérialisée.

Concrètement, les chefs d'agrès de tous les véhicules d'assistance et de secours aux victimes du SDIS pourront début 2027 transmettre à la DAC 87 une fiche d'alerte à partir de la tablette à leur disposition dans le véhicule.
Ce processus est rendu possible grâce à l'acquisition par le SDIS 87 de la solution logicielle QualiSAP, développée par l'éditeur A Propos, qui conçoit des formulaires numériques adaptés à l'activité opérationnelle des SDIS.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver ce rapport et d'autoriser le Président à signer les conventions et avenants en lien avec ce partenariat.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-07-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-08
VALORISATION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT AU SDIS 87

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Le SDIS est propriétaire d'un bien immobilier sis à 64 rue jean Verspieren à Limoges. Ce bien est une maison d'habitation dont l'utilisation est déclarée exclusivement en tant que logement.

Ce bien n'est aujourd'hui plus affecté aux besoins opérationnels ou administratifs de l'établissement et demeure totalement inoccupé. Dans un objectif de bonne gestion patrimoniale et d'optimisation des ressources de l'établissement, il est proposé d'étudier sa valorisation par voie de location.

Conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens relevant du domaine privé des personnes publiques peuvent être librement gérés et faire l'objet de contrats de location. Après analyse de la situation patrimoniale du bien concerné, la mise en location apparaît juridiquement envisageable dès lors que celui-ci ne participe plus à l'exercice direct des missions du service public d'incendie et de secours.

Le projet consiste à autoriser la mise en location du bien. Le montant du loyer sera fixé conformément à la valeur locative du marché après évaluation par un professionnel du secteur immobilier. Il est également proposé de confier la gestion locative à un professionnel spécialisé en charge de la recherche du locataire, de l'encaissement des loyers, du suivi administratif du bail, et de la gestion courante du bien.

Cette opération permettra de générer une recette annuelle récurrente et de préserver la valeur patrimoniale du bien.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu, le rapport de Monsieur le Président ;

Considérant que le bien immobilier situé 64 rue jean Verspieren à Limoges appartient au patrimoine du SDIS 87 ;

Considérant que ce bien n'est pas affecté à l'usage direct du public ni à l'exercice des missions de service public du SDIS 87;

Considérant qu'en application de l'article L. 2211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui ne relèvent pas du domaine public font partie de leur domaine privé ;

Considérant que les biens relevant du domaine privé peuvent faire l'objet d'actes de gestion patrimoniale, notamment de contrats de location ;

Considérant que la mise en location du bien concerné permet d'assurer une valorisation du patrimoine du SDIS tout en préservant les intérêts du service ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'approuver le principe de mise en location du bien immobilier cité dans ce rapport ;
- d'autoriser le Président à lancer les démarches nécessaires à sa mise en location et de conclure un contrat de gestion locative avec un organisme spécialisé dans le respect du Code de la commande publique ;
- d'autoriser le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-08-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-09
Mise en place d'un dispositif encadré de recharge des véhicules électriques des agents du SDIS 87

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Le SDIS 87 s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche de transition écologique et de réduction de l'empreinte carbone de ses activités. La facilitation et le développement des mobilités électriques constituent des leviers mobilisables.

Compte tenu de l'installation récente de deux bornes de rechargement électrique sur le parking de l'état-major et de la programmation d'installation d'infrastructures de recharge sur d'autres sites (centres de secours, ...), le SDIS de la Haute-Vienne souhaite mettre à disposition ces équipements au bénéfice des agents, propriétaire d'un véhicule personnel électrique.

Ce rapport permet d'encadrer strictement les conditions de recharge par un dispositif équitable, transparent et contributif.

Ainsi, l'utilisation des bornes par les agents imposera :

- Une demande individuelle d'utilisation avec identification du véhicule ;
- Le respect des règles d'usage (plages horaires, priorités de service, rotation des véhicules) ;
- Un système de suivi des consommations (relevé, logiciel éventuel) ;

Afin de garantir le respect du principe d'égalité entre les agents et que ce dispositif ne constitue pas un avantage en nature gratuit non justifié, une participation financière des agents utilisateurs est mise en place. Ainsi, la recharge sera payante sur la base des tarifs ci-dessous :

3€ pour 3h de recharge (forfait minimum) puis 2€ par heure complémentaire (facturée à la minute).

Ce tarif sera révisé, par note de service si besoin, en fonction des coûts réels de l'énergie électrique et des coûts d'exploitation associés.

Malgré cette possibilité, l'utilisation des bornes est subordonnée à la priorité donnée aux véhicules de service et au respect des règles de stationnement et de rotation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer toute convention ou contrat d'utilisation des bornes et d'en fixer les modalités pratiques d'utilisation.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-09-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-10
PROTOCOLE CADRE D'INDEMNISATION TRANSACTIONNELLE DES AGENTS VICTIMES D'INCIVILITES OU D'AGRESSIONS

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Les agressions verbales et physiques à l'encontre des sapeurs-pompiers et des personnels des SDIS sont constatées sur l'ensemble du département. Au-delà de la protection fonctionnelle classique, le SDIS de la Haute-Vienne renforce sa politique de soutien aux agents en instaurant un dispositif d'indemnisation transactionnelle permettant une réparation rapide, équitable et harmonisée des préjudices subis tout en évitant certaines démarches individuelles de nos agents devant le tribunal.

Cette démarche s'inscrit également dans le cadre du plan ministériel de prévention et de lutte contre les violences envers les sapeurs-pompiers présenté le 13 février 2026. Celui-ci rappelle qu'environ 1 500 agressions de sapeurs-pompiers sont recensées chaque année en France et encourage le développement de dispositifs favorisant la reconnaissance des agents victimes, l'accompagnement des procédures engagées et la réparation effective des préjudices subis. Le présent protocole constitue ainsi une traduction opérationnelle locale de ces orientations nationales en faveur de la protection des agents.

L'objectif poursuivi est multiple :

- Renforcer et conforter l'obligation de protection du SDIS envers les agents ;
- Garantir une réponse rapide et visible aux victimes ;
- Eviter le recours systématique à des procédures contentieuses longues ;
- Eviter les surcouts de gestion engendrés par le SARVI lorsque les tiers sont insolvables.

I. LE CADRE JURIDIQUE

Les articles L.134-1 à L.134-12 du Code général de la fonction publique ainsi que l'article L.113-1 du Code de la sécurité intérieure imposent à l'employeur public de protéger l'ensemble de ses agents contre les atteintes dont ils sont victimes dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions. Cette protection bénéficie à l'ensemble des agents pour les faits survenus durant leurs fonctions. Sont concernés notamment les faits de violences, de menaces, d'injures, d'outrages, de diffamations et d'harcèlements.

La protection fonctionnelle revêt un caractère impératif pour l'administration, sauf motif d'intérêt général ou faute personnelle détachable de l'agent.

La jurisprudence considère aussi que l'employeur public ne peut se borner à accorder une assistance juridique. Le SDIS doit aussi assurer une réparation effective du préjudice lorsque la victime ne parvient pas à obtenir une indemnisation suffisante de l'auteur des faits.

Le Tribunal administratif de Versailles a ainsi rappelé notamment dans une décision du 02 février 2024 (N°2204395) qu'une collectivité devait « s'assurer d'une juste réparation » du préjudice subi par un agent victime de préjudices moraux ou/et physiques dans l'exercice de ses fonctions. Cette jurisprudence constitue un des fondements qui justifient le dispositif transactionnel porté par un SDIS.

L'obligation de protection et de réparation qui incombe au SDIS constitue une exigence légale découlant du régime de la protection fonctionnelle. En revanche, le recours à un protocole transactionnel constitue un mode facultatif de mise en œuvre de cette réparation. Le SDIS demeure libre de proposer ce dispositif lorsqu'il apparaît adapté à la situation rencontrée, tandis que l'agent demeure libre d'accepter ou de refuser la proposition qui lui est soumise. Le protocole constitue ainsi une modalité simplifiée et rapide d'indemnisation sans préjudice des autres voies de recours ouvertes à l'agent.

II. ÉLÉMENTS DE JURISPRUDENCE ET BAREME

Les montants accordés par les juridictions demeurent très variables selon la gravité des faits et les conséquences psychologiques et physiques subies.

Le tableau ci-dessous résume les tendances des avis rendus au niveau national suivant les cas :

Menaces caractérisées	200 € à 2 500 €
Violences sans séquelles (bousculades, crachats, coups sans incapacité durable)	500 € à 3 000 €
Violences avec incapacité temporaire	3 000 € à 10 000 €
Préjudices psychologiques durables	5 000 € à plus de 20 000 € selon la gravité du dommage

III. PROPOSITION DE DISPOSITIF POUR LE SDIS 87

Le protocole ne remplace pas la demande de protection fonctionnelle et le dépôt de plainte qui reste un prérequis à la signature d'un protocole transactionnel.

Lorsque le protocole est conclu, le SDIS pourra engager toute démarche utile auprès de l'auteur des faits afin d'obtenir le remboursement des sommes versées à l'agent ainsi que la réparation des préjudices propres de l'établissement. Dans ce cadre, l'agent devra avoir subi les faits dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions. Un compte rendu circonstancié et hiérarchiquement visé sera produit par l'agent. Ce dernier devra déposer plainte.

Les montants proposés constituent une indemnisation immédiate et forfaitaire. Ils ont vocation à apporter une première réparation rapide du préjudice moral ou des troubles subis par l'agent :

Niveau	Nature des faits	Montant indemnisation immédiate
Niveau 1	Menaces caractérisées	200€
Niveau 2	Agression légère, crachat, bousculade volontaire	300€
Niveau 3	Violence avec ITT ou arrêt de travail < 8j	500€*
Niveau 4	Violence avec ITT ou arrêt de travail > 8j	1 000€*
Niveau 5	Préjudice psychologique important ou séquelles physiques	Examen individualisé

*Concernant les niveaux 3, 4 et 5 les montants seront modulables suivant les circonstances après avis conjoint du directeur départemental et du référent incivilités.

Chaque protocole transactionnel est signé par le Président du CASDIS et l'agent. Le versement de l'indemnité est effectué en complément du salaire suivant la validation du protocole transactionnel.

Le protocole précise que l'indemnité versée dans ce cadre correspond exclusivement à une indemnisation forfaitaire des préjudices pris en compte au moment de sa signature.

Le protocole propose une renonciation expresse de l'agent qui déclare être rempli de ses droits et renonce à toute action présente ou future contre l'auteur des faits.

La jurisprudence considère généralement qu'une transaction a l'autorité de la chose jugée entre les parties sur les éléments qu'elle règle. Toutefois, l'étendue de la renonciation est interprétée strictement. Il ne saurait avoir pour effet de priver l'agent des droits qui lui sont reconnus par les textes relatifs à la protection fonctionnelle ou par les décisions de justice ultérieures concernant des préjudices non connus, non évalués ou non consolidés lors de la conclusion du protocole.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code général de la fonction publique,

Vu, le Code général des collectivités territoriales,

Vu, le Code de la sécurité intérieure,

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer les protocoles transactionnels suivant ces modalités et d'engager les démarches juridiques qui en découlent.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-VIENNE

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2026

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne s'est réuni dans la salle du Conseil d'administration de la Direction Départementale, 2 avenue du Président Vincent Auriol à Limoges, le lundi 12 octobre 2026 à 15H00 sous la présidence de monsieur Pierre ALLARD, Président du Conseil d'Administration.

Date de la convocation : le 21 septembre 2026
Membres en exercice : 23
Membres présents avec voix délibérative : 15

Membres présents : Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Monsieur Guillaume GUERIN a donné pouvoir à madame Isabelle CASSAGNOLLE.

Délibération N° DEL2026-05-11
MODIFICATION DE L'ETAT DU PERSONNEL (n°3) - Année 2026
CRÉATION DE DEUX POSTES DE SOUS-OFFICIER DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

Ont pris part au vote :
Pierre ALLARD, Chérifa TLEMSANI, Véronique GUILHAT-BARRET, Jean-Louis NOUHAUD, Sylvie ACHARD, Yves RAYMONDAUD, Isabelle DEBOURG, Elisabeth CASSAGNOLLE, Pierre VARACHAUD, Chantal CHABOT, Philippe GROLAUD, Joël FORESTIER, Peggy BARIAT, Pascal GODRIE, Stéphane OSTROWSKI.

Dénombrement suffrages :
- Pour : 16
- Contre : 0

Contexte
Le SDIS de la Haute-Vienne souhaite consolider et sécuriser l'organisation de la disponibilité dans les centres d'incendie et de secours de Bellac et de Saint-Yrieix-la-Perche en y affectant un sous-officier supplémentaire de SPP afin de renforcer la couverture opérationnelle en journée.

En effet, le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR), approuvé par délibération n° DEL2025-2-06 du 31 mars 2025, retient, au titre de l'optimisation de la couverture des risques en zone rurale, l'orientation suivante : « Améliorer et fiabiliser la couverture incendie en dehors de l'agglomération par le renforcement des CIS Bellac, Saint-Junien et Saint-Yrieix-la-Perche en période diurne ».

Ce constat s'inscrit dans une activité opérationnelle en progression continue et plus de 80 % de ces interventions se déroulent entre 6 heures et 22 heures, ce qui confère à la couverture diurne un caractère déterminant.

Le règlement opérationnel fixe l'effectif minimal de chaque fonction opérationnelle. La fonction INC_6 requiert un conducteur, un chef d'agrès tout engin (CATE), deux chefs d'équipe et deux équipiers. La capacité opérationnelle minimale attachée au classement de ces deux centres suppose donc la présence effective d'un chef d'agrès tout engin.

En période diurne, cette présence repose aujourd'hui sur un effectif de sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels qui n'en permet pas la permanence sur l'ensemble des jours ouvrés, compte tenu des congés annuels, des formations de maintien et de perfectionnement des acquis et des absences. La création d'un poste supplémentaire de sous-officier sur chacun des deux centres a pour objet de sécuriser cette fonction.

La priorisation du grade d'adjudant pour l'exercice de la fonction de chef d'agrès tout engin constitue une orientation en cours de validation dans le cadre du renouvellement des lignes directrices de gestion (rédaction définitive à confirmer) avec à terme un effectif cible fixé à 4 adjudants (CATE) sur les CIS Saint-Junien, Bellac et Saint-Yrieix-la-Perche.

Création de 2 postes de SPP

Afin de répondre aux motifs exposés ci-dessus, il est proposé de :

- Créer deux postes de sous-officier de sapeurs-pompiers professionnels, l'un sur le centre d'incendie et de secours de Saint-Yrieix-la-Perche, l'autre sur celui de Bellac, le grade d'adjudant étant priorisé au regard de la fonction de chef d'agrès tout engin.

  Date d'effet : 01/12/2026

Pour information :
Les deux postes seront pourvus par la nomination de deux adjudants au titre du tableau annuel d'avancement 2026 en cours.

Les postes ainsi laissés vacants sur les CIS de Limoges seront repourvus par le recrutement de deux caporaux.

Les deux adjudants nommés demeureront affectés sur les CIS de Limoges jusqu'au terme de la formation initiale des deux caporaux recrutés, laquelle se déroule en janvier et février 2027. Leur mobilité vers les CIS de Saint-Yrieix-la-Perche et de Bellac interviendra à l'issue de cette formation.

La délibération n° DEL2025-3-09 du 16 juin 2025 sur les effectifs cibles dans les unités opérationnels sera actualisée en décembre après passage en CST.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, la délibération du conseil d'administration n° DEL2025-2-06 du 31 mars 2025, relatif au schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR),

Vu, le rapport de Monsieur le Président,

Considérant le règlement opérationnel du SDIS 87 fixant l'effectif minimal de chaque fonction opérationnelle, et notamment celui de la fonction INC_6 requérant la présence effective d'un chef d'agrès tout engin ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver les créations de postes présentées ci-dessus.

La présente délibération est susceptible d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOURS, MOIS, ET AN SUSDITS.
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261012-DEL2026-05-11-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Pierre ALLARD

Signé électroniquement par le SDIS 87,
le 15/10/2026,
par Pierre Allard, Président.

ANNEXES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS : SDIS DE LA HAUTE-VIENNE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 28870850600044

POSTE COMPTABLE : PAYEUR DEPARTEMENTAL

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 33
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 38
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 40
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 43
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 48

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 50
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 51
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 57
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 59
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 60

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	62
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	63
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	64
B3.1 - Etat des provisions constituées	67
B3.2 - Etalement des provisions	69
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	70
B9 - Etat du personnel	71
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	74
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	76
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	77
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	79

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	379464

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	73.68
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	75.39
3	Dépenses d'équipement brut / population	13.18
4	Encours de dette / population (2) (3)	30.92
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	78.36
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	102.98
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	17.48
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	41.01
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.27

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(2) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(3) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	69 512,00	69 512,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	69 512,00	69 512,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	271 700,00	271 700,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	271 700,00	271 700,00

TOTAL DU BUDGET (5)	341 212,00	341 212,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
00030/2013	CS MARTIAL MITOUT	00030	8 254 912,73
00054/2026	REHABILITATION EXTENSION CS BEAUBREUIL	00054	20 000,00
00041/2020	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 2	00041	1 967 923,41
00051/2025	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 3- INV	00051	1 000 000,00
TOTAL			**11 242 836,14**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**11 242 836,14**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	309 272,73	0,00	-49 500,00	-49 500,00	259 772,73
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	320 000,00	0,00	88 000,00	88 000,00	408 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	2 383 400,29	0,00	-37 988,00	-37 988,00	2 345 412,29
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	1 988 729,45	0,00	0,00	0,00	1 988 729,45
Total des dépenses d'équipement		**5 001 402,47**	**0,00**	**512,00**	**512,00**	**5 001 914,47**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 501 402,47**	**0,00**	**512,00**	**512,00**	**6 501 914,47**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*573 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*	*642 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***2 573 000,00***		***69 000,00***	***69 000,00***	***2 642 000,00***

TOTAL	**9 074 402,47**	**0,00**	**69 512,00**	**69 512,00**	**9 143 914,47**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**9 143 914,47**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	512 000,00	0,00	13 512,00	13 512,00	525 512,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	1 132 433,99	0,00	241 775,00	241 775,00	1 374 208,99
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 644 433,99**	**0,00**	**255 287,00**	**255 287,00**	**1 899 720,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 188 600,00	0,00	-59 000,00	-59 000,00	1 129 600,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total des recettes financières		**1 188 600,00**	**0,00**	**-29 000,00**	**-29 000,00**	**1 159 600,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 833 033,99**	**0,00**	**226 287,00**	**226 287,00**	**3 059 320,99**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*298 453,60*		*-156 775,00*	*-156 775,00*	*141 678,60*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*3 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 100 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 000 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 398 453,60***		***-156 775,00***	***-156 775,00***	***5 241 678,60***

TOTAL	**8 231 487,59**	**0,00**	**69 512,00**	**69 512,00**	**8 300 999,59**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**842 914,88**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 143 914,47**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**2 599 678,60**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 359 750,00	0,00	253 490,00	253 490,00	5 613 240,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	21 907 582,00	0,00	171 385,00	171 385,00	22 078 967,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	94 637,00	0,00	100,00	100,00	94 737,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**27 361 969,00**	**0,00**	**424 975,00**	**424 975,00**	**27 786 944,00**
66	Charges financières	295 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	298 000,00
67	Charges spécifiques (4)	2 000,00	0,00	500,00	500,00	2 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	300 000,00		0,00	0,00	300 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**27 958 969,00**	**0,00**	**428 475,00**	**428 475,00**	**28 387 444,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*298 453,60*		*-156 775,00*	*-156 775,00*	*141 678,60*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*3 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 100 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***3 398 453,60***		***-156 775,00***	***-156 775,00***	***3 241 678,60***
TOTAL		**31 357 422,60**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**31 629 122,60**
					+	
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=	
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**31 629 122,60**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	247 500,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	237 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	732 300,00	0,00	0,00	0,00	732 300,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	27 600 625,00	0,00	200 000,00	200 000,00	27 800 625,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	24 620,00	0,00	5 500,00	5 500,00	30 120,00
Total des recettes de gestion courante		**28 605 045,00**	**0,00**	**195 500,00**	**195 500,00**	**28 800 545,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		7 200,00	7 200,00	7 200,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**28 607 045,00**	**0,00**	**202 700,00**	**202 700,00**	**28 809 745,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*573 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*	*642 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***573 000,00***		***69 000,00***	***69 000,00***	***642 000,00***
TOTAL		**29 180 045,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**29 451 745,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**2 177 377,60**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**31 629 122,60**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	2 599 678,60

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*69 000,00*	69 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		8 512,00		8 512,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		-2 500,00	*0,00*	-2 500,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-5 500,00	*0,00*	-5 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**512,00**	***69 000,00***	**69 512,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	69 512,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	253 490,00		253 490,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	171 385,00		171 385,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	100,00	*0,00*	100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	3 000,00	*0,00*	3 000,00
67	Charges spécifiques (9)	500,00	*0,00*	500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-156 775,00*	-156 775,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**428 475,00**	***-156 775,00***	**271 700,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	271 700,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-59 000,00	*0,00*	-59 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	13 512,00	*0,00*	13 512,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	241 775,00	*0,00*	241 775,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*-156 775,00*	-156 775,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	30 000,00		30 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**226 287,00**	***-156 775,00***	**69 512,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**69 512,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	-10 000,00		-10 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	200 000,00		200 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	5 500,00	0,00	5 500,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*69 000,00*	69 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	7 200,00	*0,00*	7 200,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	202 700,00	*69 000,00*	271 700,00
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	0,00
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	271 700,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 074 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**69 512,00**	**69 512,00**	**15 000,00**	**54 512,00**	**69 512,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	50 430,00	0,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	927 079,05	0,00	0,00	-5 500,00	-5 500,00	0,00	-5 500,00	-5 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	3 913 893,42	0,00	11 242 836,14	8 512,00	8 512,00	15 000,00	-6 488,00	8 512,00
Total des dépenses d'équipement		**5 001 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**512,00**	**512,00**	**15 000,00**	**-14 488,00**	**512,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 501 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**512,00**	**512,00**	**15 000,00**	**-14 488,00**	**512,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*573 000,00*			*69 000,00*	*69 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*2 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 573 000,00**			**69 000,00**	**69 000,00**		**69 000,00**	**69 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
							Total des dépenses d'investissement cumulées	**69 512,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 231 487,59**	**0,00**	**69 512,00**	**69 512,00**	**69 512,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	512 000,00	0,00	13 512,00	13 512,00	13 512,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 132 433,99	0,00	241 775,00	241 775,00	241 775,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 644 433,99**	**0,00**	**255 287,00**	**255 287,00**	**255 287,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 188 600,00	0,00	-59 000,00	-59 000,00	-59 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total des recettes financières		**1 188 600,00**	**0,00**	**-29 000,00**	**-29 000,00**	**-29 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 833 033,99**	**0,00**	**226 287,00**	**226 287,00**	**226 287,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*298 453,60*		*-156 775,00*	*-156 775,00*	*-156 775,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 398 453,60***		***-156 775,00***	***-156 775,00***	***-156 775,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**69 512,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 074 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**69 512,00**	**69 512,00**	**15 000,00**	**54 512,00**	**69 512,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	50 430,00	0,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
2031	Frais d'études	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	42 430,00	0,00		-2 500,00	-2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	927 079,05	0,00	0,00	-5 500,00	-5 500,00	0,00	-5 500,00	-5 500,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21535	Réseaux de transmission	40 521,79	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
21536	Réseaux d'alerte	15 672,00	0,00		-6 000,00	-6 000,00	0,00	-6 000,00	-6 000,00
21538	Autres réseaux	72 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel roulant	109 554,92	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	36 711,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	295 259,09	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	108 860,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	18 000,00	0,00		-1 500,00	-1 500,00	0,00	-1 500,00	-1 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Total des opérations d'équipement (5)	3 913 893,42	0,00	11 242 836,14	8 512,00	8 512,00	15 000,00	-6 488,00	8 512,00
Total des dépenses d'équipement		**5 001 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**512,00**	**512,00**	**15 000,00**	**-14 488,00**	**512,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 501 402,47**	**0,00**	**11 242 836,14**	**512,00**	**512,00**	**15 000,00**	**-14 488,00**	**512,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*573 000,00*			*69 000,00*	*69 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*573 000,00*			*69 000,00*	*69 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*258 000,00*			*-198 500,00*	*-198 500,00*		*-198 500,00*	*-198 500,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*0,00*			*255 000,00*	*255 000,00*		*255 000,00*	*255 000,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*0,00*			*7 500,00*	*7 500,00*		*7 500,00*	*7 500,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*0,00*			*5 000,00*	*5 000,00*		*5 000,00*	*5 000,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*315 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*2 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21561	*Matériel roulant*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2313	*Constructions*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 573 000,00**			**69 000,00**	**69 000,00**		**69 000,00**	**69 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
00030	CS MARTIAL MITOUT	00030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00041	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D INFORMATION 2	00041	1 208 070,68	0,00	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00
00045	TRAVAUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIES		0,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00	0,00	-20 000,00
00046	BÂTIMENT STOCKAGE LOGISTIQUE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00049	TRAVAUX CIS MAUVENDIERE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00050	INVESTISSEMENTS LOGISTIQUE 2025		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00051	SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 3	00051	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
00053	INVESTISSEMENTS LOGISTIQUE 2026		0,00	0,00	13 512,00	13 512,00	0,00	13 512,00
00054	REHABILITATION EXTENSION CS BEAUBREUIL	00054	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00
TOTAL			**1 208 070,68**	**0,00**	**8 512,00**	**8 512,00**	**15 000,00**	**-6 488,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00030
LIBELLE : CS MARTIAL MITOUT
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00030

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		18 251 147,70	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	926 476,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	921 292,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 184,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 258,39	0,00	0,00	0,00	0,00
21315	Centres d'incendie et de secours	21 258,39	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	17 303 412,91	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	17 303 412,91	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00041
LIBELLE : SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D INFORMATION 2
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00041

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		4 657 247,55	1 208 070,68	a 0,00	-5 000,00	b -5 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 313 361,24	914 524,95	0,00	-5 000,00	-5 000,00
2051	Concessions, droits similaires	3 313 361,24	914 524,95	0,00	-5 000,00	-5 000,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 343 886,31	293 545,73	0,00	0,00	0,00
21536	Réseaux d'alerte	908 981,27	293 545,73	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	434 905,04	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	5 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00051
LIBELLE : SCHEMA DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION 3
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00051

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 000 000,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**105 330,00**	**0,00**	**0,00**	**-62 000,00**	**-62 000,00**
2031	Frais d'études	23 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	82 000,00	0,00	0,00	-62 000,00	-62 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**310 000,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**	**88 000,00**
2324	Subventions d'équipements versées	310 000,00	0,00	0,00	88 000,00	88 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**584 670,00**	**0,00**	**0,00**	**-26 000,00**	**-26 000,00**
21536	Réseaux d'alerte	248 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	336 670,00	0,00	0,00	-26 000,00	-26 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00054
LIBELLE : REHABILITATION EXTENSION CS BEAUBREUIL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 00054

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		20 000,00	0,00	a 0,00	20 000,00	b 20 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2031	Frais d'études	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-20 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00045
LIBELLE : TRAVAUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	-20 000,00	b -20 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	20 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00046
LIBELLE : BÂTIMENT STOCKAGE LOGISTIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00049
LIBELLE : TRAVAUX CIS MAUVENDIERE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
217315	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00050
LIBELLE : INVESTISSEMENTS LOGISTIQUE 2025
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00053
LIBELLE : INVESTISSEMENTS LOGISTIQUE 2026
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	13 512,00	b 13 512,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	13 512,00	13 512,00
21561	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	7 112,00	7 112,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	6 400,00	6 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-13 512,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 231 487,59**	**0,00**	**69 512,00**	**69 512,00**	**69 512,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	512 000,00	0,00	13 512,00	13 512,00	13 512,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	13 512,00	13 512,00	13 512,00
1312	Subv. transf. Régions	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	1 132 433,99	0,00	241 775,00	241 775,00	241 775,00
1641	Emprunts en euros	1 132 433,99	0,00	241 775,00	241 775,00	241 775,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 644 433,99**	**0,00**	**255 287,00**	**255 287,00**	**255 287,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 188 600,00	0,00	-59 000,00	-59 000,00	-59 000,00
10222	FCTVA	1 188 600,00	0,00	-59 000,00	-59 000,00	-59 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
Total des recettes financières		**1 188 600,00**	**0,00**	**-29 000,00**	**-29 000,00**	**-29 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 833 033,99**	**0,00**	**226 287,00**	**226 287,00**	**226 287,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*298 453,60*		*-156 775,00*	*-156 775,00*	*-156 775,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*3 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*7 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281315	*Centres d'incendie et de secours*	*55 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*35 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*8 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*25 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281535	*Réseaux de transmission*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281536	*Réseaux d'alerte*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*92 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281561	*Matériel roulant*	*1 250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*175 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*45 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*230 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*70 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*1 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 398 453,60***		***-156 775,00***	***-156 775,00***	***-156 775,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**31 357 422,60**	**0,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 359 750,00	0,00	0,00	253 490,00	253 490,00	0,00	253 490,00	253 490,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	21 907 582,00	0,00		171 385,00	171 385,00		171 385,00	171 385,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	94 637,00	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**27 361 969,00**	**0,00**	**0,00**	**424 975,00**	**424 975,00**	**0,00**	**424 975,00**	**424 975,00**
66	Charges financières	295 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
67	Charges spécifiques (4)	2 000,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**597 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**		**3 500,00**	**3 500,00**
Total des dépenses réelles		**27 958 969,00**	**0,00**	**0,00**	**428 475,00**	**428 475,00**	**0,00**	**428 475,00**	**428 475,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*298 453,60*			*-156 775,00*	*-156 775,00*		*-156 775,00*	*-156 775,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*3 100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 398 453,60**			**-156 775,00**	**-156 775,00**		**-156 775,00**	**-156 775,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**271 700,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**29 180 045,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**271 700,00**
013	Atténuations de charges (3)	247 500,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	732 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	27 600 625,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	24 620,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
Total des recettes de gestion des services		**28 605 045,00**	**0,00**	**195 500,00**	**195 500,00**	**195 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		7 200,00	7 200,00	7 200,00
Total des recettes financières		**2 000,00**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**7 200,00**
Total des recettes réelles		**28 607 045,00**	**0,00**	**202 700,00**	**202 700,00**	**202 700,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*573 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*	*69 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**573 000,00**		**69 000,00**	**69 000,00**	**69 000,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**271 700,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**31 357 422,60**	**0,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**
011	Charges à caractère général (5)	5 359 750,00	0,00	0,00	253 490,00	253 490,00	0,00	253 490,00	253 490,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	42 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	638 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	61 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	550 000,00	0,00		210 000,00	210 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00
60623	Alimentation	183 800,00	0,00		8 240,00	8 240,00	0,00	8 240,00	8 240,00
60628	Autres fournitures non stockées	199 500,00	0,00		-100,00	-100,00	0,00	-100,00	-100,00
60631	Fournitures d'entretien	39 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	289 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	80 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	29 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	4 200,00	0,00		-2 500,00	-2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	62 000,00	0,00		17 500,00	17 500,00	0,00	17 500,00	17 500,00
6068	Autres matières et fournitures	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	57 500,00	0,00		-4 900,00	-4 900,00	0,00	-4 900,00	-4 900,00
61358	Autres	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	23 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	187 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	100 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	112 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	732 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6161	Multirisques	22 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6168	Autres primes d'assurance	615 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
617	Etudes et recherches	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	101 400,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	192 637,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	54 363,00	0,00		5 800,00	5 800,00	0,00	5 800,00	5 800,00
6228	Divers	0,00	0,00		22 500,00	22 500,00	0,00	22 500,00	22 500,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	20 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	11 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	3 000,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6251	Voyages, déplacements et missions	50 500,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6255	Frais de déménagement	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	13 000,00	0,00		-2 500,00	-2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
6262	Frais de télécommunications	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	0,00		4 600,00	4 600,00	0,00	4 600,00	4 600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	58 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	85 000,00	0,00		12 250,00	12 250,00	0,00	12 250,00	12 250,00
6288	Autres services extérieurs	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	22 000,00	0,00		-21 500,00	-21 500,00	0,00	-21 500,00	-21 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	21 907 582,00	0,00		171 385,00	171 385,00		171 385,00	171 385,00
6218	Autre personnel extérieur	64 800,00	0,00		66 000,00	66 000,00		66 000,00	66 000,00
6331	Versement mobilité	106 443,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	37 705,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	246 496,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00		-50 000,00	-50 000,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00		1 485,00	1 485,00		1 485,00	1 485,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64111	Rémunération principale titulaires	7 476 237,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	79 064,00	0,00		-3 000,00	-3 000,00		-3 000,00	-3 000,00
64113	NBI	85 729,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
64118	Autres indemnités	4 675 822,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00		-30 000,00	-30 000,00
64131	Rémunérations	46 959,00	0,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	641,00	0,00		1 800,00	1 800,00		1 800,00	1 800,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	3 436 533,00	0,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	150 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	16 417,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00		-2 000,00	-2 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 168 724,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 487 797,00	0,00		-90 000,00	-90 000,00		-90 000,00	-90 000,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	1 820,00	0,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00	7 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	63 087,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	156 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
646	Allocation de vétérance	180 000,00	0,00		-9 000,00	-9 000,00		-9 000,00	-9 000,00
6472	Prestations familiales directes	43,00	0,00		100,00	100,00		100,00	100,00
64731	Allocations chômage versées directement	37 265,00	0,00		-35 000,00	-35 000,00		-35 000,00	-35 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	65 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	405 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	94 637,00	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
65311	Indemnités de fonction	27 745,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 500,00	0,00		-500,00	-500,00	0,00	-500,00	-500,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	61 238,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	2 000,00	0,00		-800,00	-800,00	0,00	-800,00	-800,00
65888	Autres	154,00	0,00		1 300,00	1 300,00	0,00	1 300,00	1 300,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**27 361 969,00**	**0,00**	**0,00**	**424 975,00**	**424 975,00**	**0,00**	**424 975,00**	**424 975,00**
66	Charges financières	295 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	290 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00		6 000,00	6 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00		-3 000,00	-3 000,00		-3 000,00	-3 000,00
67	Charges spécifiques (5)	2 000,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**597 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**	**3 500,00**		**3 500,00**	**3 500,00**
Total des dépenses réelles		**27 958 969,00**	**0,00**	**0,00**	**428 475,00**	**428 475,00**	**0,00**	**428 475,00**	**428 475,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*298 453,60*			*-156 775,00*	*-156 775,00*		*-156 775,00*	*-156 775,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*3 100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*3 100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 398 453,60**			**-156 775,00**	**-156 775,00**		**-156 775,00**	**-156 775,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**29 180 045,00**	**0,00**	**271 700,00**	**271 700,00**	**271 700,00**
013	Atténuations de charges (4)	247 500,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	60 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	187 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	732 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70685	Inter. soumi. factur.(art L1424-42 CGCT)	462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	35 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	-15 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	235 300,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	27 600 625,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
744	FCTVA	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
7473	Participation départements	11 594 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	2 258 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	13 719 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	24 620,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
756	Libéralités reçues	2 520,00	0,00	500,00	500,00	500,00
75888	Autres	22 100,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des recettes de gestion des services		**28 605 045,00**	**0,00**	**195 500,00**	**195 500,00**	**195 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		7 200,00	7 200,00	7 200,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		5 600,00	5 600,00	5 600,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		1 600,00	1 600,00	1 600,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		**28 607 045,00**	**0,00**	**202 700,00**	**202 700,00**	**202 700,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*573 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*	*69 000,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*315 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*258 000,00*		*69 000,00*	*69 000,00*	*69 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**573 000,00**		**69 000,00**	**69 000,00**	**69 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
LT-9625871188	11/07/2025	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**19 714 145,08**									
1641 Emprunts en euros (total)					19 714 145,08									
38	DEXIA CL	26/03/2010	10/04/2010	01/07/2010	2 979 332,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,660	EUR	T	P	O	A-1
39	CREDIT AGRICOLE	17/12/2010	23/11/2011	09/03/2012	900 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
41	CREDIT AGRICOLE	08/12/2011	22/05/2012	30/08/2012	800 000,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
44	CREDIT AGRICOLE	19/06/2013	19/06/2013	05/03/2014	400 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 2-Floor -2 sur Moyenne Euribor 3M	2,210	2,230	EUR	T	P	O	A-1
47	CREDIT AGRICOLE	29/06/2016	02/12/2016	02/03/2017	839 615,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,040	EUR	T	C	O	A-1
48	CAISSE D'EPARGNE	26/06/2017	25/12/2017	25/03/2018	795 198,00	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	0,940	EUR	T	P	O	A-1
49	SOCIETE GENERALE	23/11/2020	25/11/2020	25/02/2021	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	0,480	EUR	T	C	O	A-1
50	CREDIT AGRICOLE	15/12/2020	14/06/2021	30/09/2021	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,440	EUR	T	C	O	A-1
51	CREDIT AGRICOLE	02/12/2021	11/12/2021	15/03/2022	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,450	EUR	T	C	O	A-1
52 - CONSO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/11/2022	29/02/2024	28/02/2023	1 500 000,00	C	Taux fixe 3.15% à barrière 4.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.76%)	3,150	3,230	EUR	T	C	O	B-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
53	CAISSE D'EPARGNE	08/11/2023	27/11/2023	25/02/2024	2 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.7)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,700	3,810	EUR	T	C	O	A-1
54	CREDIT FONCIER DE FRANCE	29/11/2024	29/11/2024	25/03/2025	3 500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	C	O	A-1
55	SFIL CAFFIL	11/12/2024	11/12/2024	01/04/2025	500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	C	O	A-1
56	CAISSE D'EPARGNE	26/11/2025	12/12/2025	12/03/2026	750 000,00	F	Taux fixe à 3.68 %	3,680	3,730	EUR	T	C	O	A-1
57	CAISSE D'EPARGNE	26/11/2025	12/12/2025	12/03/2026	750 000,00	V	(Euribor 3M + 0.99)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,050	3,130	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**19 714 145,08**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**11 732 944,48**					**1 479 975,85**	**289 444,98**	**0,00**	**17 948,37**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		11 732 944,48					1 479 975,85	289 444,98	0,00	17 948,37
38	N	0,00	A-1	537 759,51	2,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,660	231 599,15	20 655,85	0,00	3 489,46
39	N	0,00	A-1	74 527,24	0,91	F	Taux fixe à 3.25 %	3,290	74 527,24	1 519,96	0,00	0,00
41	N	0,00	A-1	105 914,91	1,41	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	69 825,71	3 558,73	0,00	136,87
44	N	0,00	A-1	92 797,13	2,93	V	Moyenne Euribor 3M + 2-Floor -2 sur Moyenne Euribor 3M	4,100	29 582,60	3 295,57	0,00	176,04
47	N	0,00	A-1	83 961,32	0,92	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	83 961,32	545,74	0,00	0,00
48	N	0,00	A-1	165 067,83	1,98	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	82 146,47	1 262,64	0,00	10,83
49	N	0,00	A-1	666 666,60	9,90	F	Taux fixe à 0.47 %	0,480	66 666,68	3 057,39	0,00	280,26
50	N	0,00	A-1	699 999,94	10,50	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	66 666,68	2 970,00	0,00	0,00
51	N	0,00	A-1	1 200 000,00	5,96	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	200 000,00	5 062,50	0,00	187,50
52 - CONSO	N	0,00	B-1	1 200 000,00	11,91	C	Taux fixe 3.15% à barrière 4.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.76%)	3,230	100 000,00	37 327,50	0,00	2 954,65

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
53	N	0,00	A-1	1 600 000,00	7,90	V	(Livret A(Préfixé) + 0.7)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,460	200 000,00	34 829,16	0,00	3 060,99
54	N	0,00	A-1	3 325 000,00	18,98	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	175 000,00	109 840,93	0,00	1 474,38
55	N	0,00	A-1	481 250,00	19,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	25 000,00	15 902,19	0,00	3 801,20
56	N	0,00	A-1	750 000,00	19,95	F	Taux fixe à 3.68 %	3,730	37 500,00	27 082,50	0,00	1 311,00
57	N	0,00	A-1	750 000,00	19,95	V	(Euribor 3M + 0.99)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,130	37 500,00	22 534,32	0,00	1 065,19
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**11 732 944,48**					**1 479 975,85**	**289 444,98**	**0,00**	**17 948,37**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
52 - CONSO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	1 500 000,00	1 200 000,00	1	15,00		Taux fixe 3.15% à barrière 4.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.76%)	Taux fixe 3.15% à barrière 4.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.76%)	0,00	Taux fixe 3.15% à barrière 4.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.76%)	3,230	37 327,50	0,00	10,23
TOTAL (B)		**1 500 000,00**	**1 200 000,00**						**0,00**			**37 327,50**	**0,00**	**10,23**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**1 500 000,00**	**1 200 000,00**						**0,00**			**37 327,50**	**0,00**	**10,23**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	89,78	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 532 944,48	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	10,23	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 0.00 €		2026-03-05
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	subventions investissement état	0	20/12/2023
L	frais d'études non suivis de réalisation	5	05/03/2026
L	frais d'insertion non suivis de réalisation	1	05/03/2026
L	Plantations arbres et arbustes 20 ans	20	05/03/2026
L	Autres agencements et aménagements terrains 30 ans	30	05/03/2026
L	CONSTRUCTION Bâtiments administratifs	50	05/03/2026
L	CONSTRUCTION Centres incendie et de secours	50	05/03/2026
L	CONSTRUCTION Autres Bâtiments publics	50	05/03/2026
L	CONSTRUCTION Batiments prives	50	05/03/2026
L	Installations gén, agencts, aménagts des construct	20	05/03/2026
L	MAD Bâtiments légers, installations générales 20 A	20	05/03/2026
L	MAD Agencement et aménagement de terrains 30 ANS	30	05/03/2026
L	MAD Bâtiments traditionnels 50 ANS	50	05/03/2026
L	MAD Bâtiments légers, installations générales 10 A	10	05/03/2026
L	Instal gen Agencet Amenagt divers	10	05/03/2026
L	Matériel informatique logiciel bureautique	10	05/03/2026
L	Matériel informatique logiciel bureautique	4	05/03/2026
L	Autre matériel informatique	4	05/03/2026
L	Autres installations, ma et outillage techniques	5	05/03/2026
L	Câblage, progiciel de gestion	10	05/03/2026
L	Matériel informatique logiciel bureautique	4	05/03/2026
L	RESEAUX TRANS RELAIS POSTE RADIO MOBILE ET FIXE 10	10	05/03/2026
L	TELEPHONE PORTABLE	2	05/03/2026
L	RESEAUX TRANS BIP TEL HORS PORTABLES 3 ANS	3	05/03/2026
L	RESEAUX TRANS APP MESURE OUTILLAGE SPEC RADIO PORT	5	05/03/2026
L	RESEAUX ALERTE SI 10 ans	10	05/03/2026
L	RESEAUX ALERTE Bip, Tél hors GSM, matériel radio s	3	05/03/2026
L	RESEAUX ALERTE Relais poste radio mobile et fixe 5	5	05/03/2026
L	AUTRES RESEAUX TEL CLASSIQUE 10 ANS	10	05/03/2026
L	AUTRES RESEAUX Pylône, infrastructure radio, fibre	20	05/03/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	AUTRES RESEAUX TEL PORTABLE 4 ANS	4	05/03/2026
L	Câblage, progiciel de gestion	10	05/03/2026
L	Matériel informatique logiciel bureautique	4	05/03/2026
L	Photocopieur destructeur papier plieuse	5	05/03/2026
L	Matériel téléphonie TEL FIXE 10 ANS	10	05/03/2026
L	Matériel téléphonie TEL PORTABLE 4 ANS	4	05/03/2026
L	Matériel divers pour poste médical	3	05/03/2026
L	Défibrillateur semi automatique, capteur d'effort	5	05/03/2026
L	Insuflateur électrique, materiels visites médical	7	05/03/2026
L	VSAV,VLRC,canot sauvetage léger, recond., Mat elec	10	05/03/2026
L	transport personnel, VLTT,VPC	12	05/03/2026
L	CID,VTU,EQ SPE,ECHELLE PORTEUR,VSR,VTUSR	15	05/03/2026
L	berce,porte berce,FSR,VSRTT,VPC,CCF,FPT,DA,echelle	20	05/03/2026
L	véhicules légers Etat major	5	05/03/2026
L	Mat divers, Elec et therm (casques SP inter, Décou	10	05/03/2026
L	Bouteilles acier comp. air HP acc. comp.ramp rempl	15	05/03/2026
L	berce,porte berce,FSR,VSRTT,VPC,CCF,FPT,DA,echelle	20	05/03/2026
L	Vestes et pantalons F1	3	05/03/2026
L	Combi chaussures inter ceinturon, Aspi, respi, pla	5	05/03/2026
L	Vestes textile, surpantalon, longes, mat plongée,	7	05/03/2026
L	Motopompe flottante, débimètre pèse poteaux -PIBI	8	05/03/2026
L	Mat.lavage,compresseurs air,outillage élec, mobili	10	05/03/2026
L	Chariot élévateur élec, thermique occas	12	05/03/2026
L	Bouteilles acier comp. air HP acc. comp.ramp rempl	15	05/03/2026
L	Conteners, hydrocarbures	20	05/03/2026
L	Chariot rayonnage	3	05/03/2026
L	Aspi, respi, plan, brancard, chaise sacs, mat form	5	05/03/2026
L	Tuyaux incendie accessoires, outillage, gros elect	7	05/03/2026
L	Mat.lavage,compresseurs ,outillage, mat thermique,	10	05/03/2026
L	Bouteilles acier comp. air HP accessoires 15 ans	15	05/03/2026
L	Autres installations, mat et outillage techniques	20	05/03/2026
L	Act sport, mat formation, petit mobilier, mat sap,	5	05/03/2026
L	Outillage divers manuel, gros electro	7	05/03/2026
L	MAD RESEAUX ALERTE Pylône, infrastructure radio	15	05/03/2026
L	MAD Materiel roulant	15	05/03/2026
L	MAD AUTRES MATERIELS	10	05/03/2026
L	Materiel transport	12	05/03/2026
L	Materiel transport	20	05/03/2026

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Gros mobilier de bureau, mobilier restau ou heberg	10	05/03/2026
L	Petit mobilier de bureau (chaises, fauteuils?.)	5	05/03/2026
L	Outillage divers manuel 2184 7 ans	7	05/03/2026
L	équipes cynotechniques cheptel	7	05/03/2026
L	Mobilier de restauration ou hébergement	10	05/03/2026
L	Chariot élévateur élec, thermique occas	15	05/03/2026
L	Petit électro et mob bureau, act sport, mat format	5	05/03/2026
L	Gros électroménager, outillage divers	7	05/03/2026
L	sub projet infrastructure d'intérêt national	5	05/03/2026
L	subvention equipt org public biens mobiliers	5	05/03/2026
L	subvention equipt prive biens mobiliers	5	05/03/2026

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**300 000,00**		**0,00**	**300 000,00**	**5 519,61**	**294 480,39**
Provisions pour litiges	**100 000,00**		**0,00**	**100 000,00**	**5 519,61**	**94 480,39**
risque juridique TA affaire 2400-401	100 000,00	05/03/2026	0,00	100 000,00	5 519,61	94 480,39
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**200 000,00**		**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
évolution prévisionnelle marché assurance 2026-2030	200 000,00	05/03/2026	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**202 781,67**	**202 781,67**	**1 597,50**	**201 184,17**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**202 781,67**	**202 781,67**	**1 597,50**	**201 184,17**
provision pour défaut de paiement suite à jugement tribunal	0,00	15/12/2023	202 781,67	202 781,67	1 597,50	201 184,17
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**300 000,00**		**202 781,67**	**502 781,67**	**7 117,11**	**495 664,56**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	300 000,00		202 781,67	502 781,67	7 117,11	495 664,56

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**320 000,00**
2324	subvention d'équipement	construction nouveau centre de secours	mairie Pierre Buffière	Commune	10 000,00
2324	subvention nexSIS	subvention nexSIS	Agence du numérique de la sécurité civile	Etat	310 000,00
FONCTIONNEMENT (total)					**131 238,00**
6474	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Comité des oeuvres Sociales du SDIS	Association	70 000,00
65748	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Haute-Vienne	Association	60 238,00
65748	subvention annuelle	subvention de fonctionnement	Pompiers de l'Urgence Internationale	Association	1 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental adjoint - SDIS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**31,00**	**0,00**	**31,00**	**29,40**	**0,00**	**29,40**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	6,00	0,00	6,00	5,80	0,00	5,80
Adjoint administratif terr.	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 1 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur principal 2 cl	B	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**21,00**	**0,00**	**21,00**	**21,00**	**0,00**	**21,00**
Adjoint technique pal 2 cl	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint technique territorial	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Agent de maîtrise	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Agent de maîtrise principal	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 1 cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**219,00**	**0,00**	**219,00**	**214,40**	**0,00**	**214,40**
Adjudant de SPP	C	20,00	0,00	20,00	19,80	0,00	19,80
Adjudant-chef de SPP	C	49,00	0,00	49,00	48,80	0,00	48,80
Cadres de santé de sapeurs-po	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Capitaine de SPP	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Caporal de SPP	C	38,00	0,00	38,00	38,00	0,00	38,00
Caporal-chef de SPP	C	20,00	0,00	20,00	19,80	0,00	19,80
Commandant de SPP	A	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Contrôleur général de SPP	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier de SPP hors cl	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Lieutenant de 1ère cl de SPP	B	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Lieutenant de 2ème cl de SPP	B	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Lieutenant hors classe de SPP	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Lieutenant-Colonel de SPP	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Médecin de SPP hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Pharmacien de SPP de cl excep	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Sergent de SPP	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Sergent-chef de SPP	C	39,00	0,00	39,00	39,00	0,00	39,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**271,00**	**0,00**	**271,00**	**264,80**	**0,00**	**264,80**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Infirmier de sapeurs-pompiers	A		484	0,00	332-13	CDD
Médecin de SPP de cl excep.	A		912	0,00	332-8-2°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	842 914,88	0,00	0,00	842 914,88
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	842 914,88	0,00	0,00	842 914,88

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	842 914,88	0,00	0,00	842 914,88
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	842 914,88	0,00	0,00	842 914,88

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 758 000,00**	**69 000,00**	**69 000,00**	**1 827 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**4 587 053,60**	**-185 775,00**	**-185 775,00**	**4 401 278,60**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 829 053,60**	**-254 775,00**	**-254 775,00**	**2 574 278,60**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 758 000,00**	**69 000,00**	**II 69 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**258 000,00**	**69 000,00**	**69 000,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*258 000,00*	*69 000,00*	*69 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 4 587 053,60**	**-185 775,00**	**VI -185 775,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 188 600,00**	**-59 000,00**	**-59 000,00**
10222	FCTVA	1 188 600,00	-59 000,00	-59 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**3 398 453,60**	**-126 775,00**	**-126 775,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*55 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*600,00*	*0,00*	*0,00*
281315	*Centres d'incendie et de secours*	*55 000,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
281535	*Réseaux de transmission*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
281536	*Réseaux d'alerte*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*92 000,00*	*0,00*	*0,00*
281561	*Matériel roulant*	*1 250 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*650 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*175 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*700,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28186	*Cheptel*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	30 000,00	30 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*298 453,60*	*-156 775,00*	*-156 775,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :

Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

IXBUS

Résumé de l'acte
087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF

Numéro de l'acte : FIN2026-DM1

Date de décision : lundi 12 octobre 2026

Nature de l'acte : BF

Objet : décision modificative 1-2026

Classification : 7.1 - Decisions budgetaires

Rédacteur : Sandra SELLAN

AR reçu le : 16/10/2026

Numéro AR : 087-288708506-20261012-FIN2026-DM1-BF

Document principal : 99_BU-pref_seal.xml

Pièces jointes :

99_BU-DEL2026-05-05_FIN_decision-modificative-1-2026.pdf

99_BU-feuille de signature signée.pdf

Historique :

16/10/26 11:11	En cours de création	
16/10/26 11:13	En préparation	Sandra SELLAN
16/10/26 11:16	Reçu	Sandra SELLAN
16/10/26 11:17	En cours de transmission	
16/10/26 11:19	Transmis en Préfecture	
16/10/26 11:28	Accusé de réception reçu	
16/10/26 11:37	Accusé de réception reçu	Sandra SELLAN
16/10/26 11:37	Accusé de réception reçu	Sandra SELLAN
16/10/26 11:37	Accusé de réception reçu	Sandra SELLAN
16/10/26 11:37	Accusé de réception reçu	Sandra SELLAN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
087-288708506-20261212-FIN2026-DM1-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2026

V-ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombres de membres en exercice 23
Nombre de membres présents 15
Nombres de suffrages exprimés 16
VOTES : Pour 16
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : 21.9.26

Présenté par le Président,

A Limoges le 12/10/2026

Le Président, Pierre ALLARD

Délibéré par le Conseil d'administration, réuni en session
A Limoges , le 12/10/2026.
Les membres du Conseil d'administration ,

noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)	noms	signatures	pouvoir reçu (Oui/Non)
GUILHAT-BARRET			RAYMONDAUD Y		
CASSAGNOLLE		OUI	GUERIN		
TILLEMANS			JARRIGEON. P		
OSTROWSKI			DEBOURG. I		
GODRIE			ALLARD P		
BARIAT					
FORESTIER					
GROLAUD P.					
CHABOT Chantal					
NOUHAUD Y/L					
ACHARD S.					

certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le.....et de la publication le ..../.... /.....

Le Président, Pierre ALLARD

A Limoges , le ..../.... /.....

GRILLE DE COUTS MOYENS – MASSE SALARIALE

CFU - Exercice de référence _2025_

Grille SPP et PATS

Étiquettes de lignes	Moyenne Cout Employeur mensuel	Moyenne Coût employeur horaire
Adjoint administratif territorial	3 491,32	26,07
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	4 151,08	31,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	3 507,00	26,19
Adjoint technique territorial	3 630,80	27,11
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	3 581,05	26,74
Adjudant de sapeurs-pompiers professionnels	5 095,98	38,05
Adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels	5 405,71	40,37
Agent de maîtrise	4 065,79	30,36
Agent de maîtrise principal	4 254,76	31,77
Attaché	5 300,03	39,58
Cadres de santé de sapeurs-pompiers professionnels	8 408,41	62,79
Capitaine de sapeurs-pompiers professionnels	6 358,27	47,48
Caporal de sapeurs-pompiers professionnels	3 907,78	29,18
Caporal-chef de sapeurs-pompiers professionnels	4 426,40	33,05
Commandant de sapeurs-pompiers professionnels	8 791,75	65,65
Ingénieur	5 387,33	40,23
Lieutenant de 1ère classe de sapeurs-pompiers professionnels	5 658,77	42,25
Lieutenant de 2ème classe de sapeurs-pompiers professionnels	5 317,82	39,71
Lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels	7 310,27	54,59
Rédacteur	4 595,98	34,32
Rédacteur principal de 1ère classe	4 697,51	35,08
Rédacteur principal de 2ème classe	4 041,41	30,18
Sergent de sapeurs-pompiers professionnels	4 555,09	34,01
Sergent-chef de sapeurs-pompiers professionnels	4 728,57	35,31
Technicien	5 456,25	40,74
Technicien principal de 1ère classe	4 769,10	35,61
Technicien principal de 2ème classe	3 740,12	27,93

Grille SPV

GRILLE DES INDEMNITES D'UN POMPIER VOLONTAIRE EN 2026

Statut	Taux horaire de l'indemnité
Sapeur	8,71 € de l'heure
Caporal	9,35 € de l'heure
Sous-officier	10,55 € de l'heure
Officier	13,11 € de l'heure

Elaborée le	Réalisée par	Validée le
30/09/2026	Stéphane Brunet	CASDIS du 12/10/2026

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION

DES AGENTS DU SDIS VICTIMES D'INCIVILITES OU D'AGRESSION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de procédure pénale

Vu les articles L.134-1 à L.134-12 du Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit

Vu la délibération du Conseil d'administration du SDIS de la Haute-Vienne n° 2026-05-xx du 12/10/2026 approuvant le dispositif d'indemnisation transactionnelle des agents victimes d'incivilités ou d'agressions.

Entre

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne

Représenté par Pierre Allard, Président du Conseil d'administration,

Ci-après dénommé « le SDIS »,

D'une part,

Et

M./Mme XXXXX,

Grade : XXXXX

Affectation : XXXXX

Ci-après dénommé « l'agent »,

D'autre part,

Article 1 - Objet

Le présent protocole a pour objet de réparer dans un délai raisonnable le préjudice subi par l'agent à la suite des faits survenus le XX/XX/XXXX sur l'intervention n° XXXXX dans l'exercice de ses fonctions.

Article 2 - Rappel des faits

Le XX/XX/XXXX, lors de l'exercice de ses missions opérationnelles ou administratives, l'agent a été victime de :

☐ menaces caractérisées

☐ violences sans sequelles

☐ violences avec ITT

Les cas dans lesquels les préjudices physiques et/ou psychologiques seraient durables sont exclus de ce protocole.

Une plainte a été déposée le XX/XX/XXXX.

La protection fonctionnelle a été accordée par décision du XX/XX/XXXX.

Article 3 - Conditions préalables

Le présent protocole ne peut être conclu que lorsque les faits sont survenus à l'occasion ou dans l'exercice des fonctions de l'agent. Ce dernier a déposé une demande de protection fonctionnelle et celle-ci a été accordée.

Un dépôt de plainte a été effectué directement ou par délégation suivant les arrêtés en vigueur au moment des faits.

Les préjudices invoqués présentent un caractère objectivement limité et évalué à la date de signature du présent protocole.

Les situations comportant un préjudice corporel grave, des séquelles physiques durables ou/et permanente ou des conséquences psychologiques non consolidées sont exclues du présent dispositif et font l'objet d'un examen individualisé dans le cadre de la protection fonctionnelle.

Article 4 - Indemnisation

Conformément à la délibération du conseil d'administration du 12 octobre 2026, le SDIS verse à l'agent une indemnité transactionnelle forfaitaire de :

XXXXX euros.

Cette indemnité présente un caractère transactionnel, forfaitaire et amiable.

Elle a pour objet de réparer les seuls préjudices moraux et troubles dans les conditions d'existence identifiés et évaluables à la date de signature du présent protocole.

Les parties reconnaissent que le montant versé résulte de concessions réciproques librement consenties.

Cette indemnisation ne préjuge pas de l'éventuelle prise en charge ultérieure de préjudices nouveaux ou aggravés qui n'étaient pas connus lors de la signature du présent protocole.

Article 5 - Renonciation réciproque

En contrepartie du versement de l'indemnité prévue à l'article 3, l'agent reconnaît être rempli de ses droits concernant les seuls préjudices connus, examinés et expressément couverts par le présent protocole.

L'agent renonce à toute demande indemnitaire complémentaire dirigée contre le SDIS au titre de ces seuls préjudices.

Cette renonciation ne s'étend ni aux préjudices non connus à la date de signature, ni aux aggravations ultérieures de son état, ni aux droits résultant du bénéfice de la protection fonctionnelle prévus par le Code général de la fonction publique.

Article 6 - Subrogation

Conformément aux dispositions relatives à la protection fonctionnelle, le SDIS est subrogé dans les droits de l'agent à hauteur des sommes versées au titre du présent protocole et pourra exercer toute action civile ou pénale utile contre l'auteur des faits afin d'obtenir le remboursement des sommes exposées ainsi que la réparation de ses propres préjudices.

Article 7 - Consentement

L'agent déclare avoir disposé d'un délai suffisant pour prendre connaissance du présent protocole, avoir reçu toutes informations utiles sur sa portée juridique et le signer librement et sans contrainte.

Il reconnaît notamment avoir été informé de la possibilité de refuser la proposition transactionnelle et de poursuivre les démarches ouvertes dans le cadre de la protection fonctionnelle.

Article 8 - Entrée en vigueur

Le présent protocole entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Fait en deux exemplaires à Limoges,

Le XX/XX/XXXX

Le Président du CASDIS L'agent